

Université Abderrahmane Mira de Bejaia

Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Département des sciences de l'information et de la communication



Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences de l'information et de

La communication

Option : Communication et Relations Publiques

Thème

**L'importance de la communication et de participation citoyenne dans la
gouvernance locale**

Cas pratique : l'assemblée populaire communale de Bejaia

Réalisé par :

SACI CYLIA

SAHLI DJALLEL

Encadré par :

Dr.TILIOUA ABED

Année Universitaire : 2023-2024

Remerciements :

Nous tenons tout d'abord à remercier Dieu le tout puissant et miséricordieux, qui nous a donné la force et la patience d'accomplir ce Modeste travail. Nous remercions également et sincèrement : Notre promoteur Mr TILIOUA Abed, de nous avoir fait l'honneur de nous encadrer.

Nous remercions en particulier l'adjoint chef-lieu d'APC de BEJAIA, MERZOUK ELHASSAN de nous avoir donnée l'occasion de réaliser un travail de terrain de deux mois et un grand merci également à nous enquêtés d'avoir eu la patience de répondre à nos questions sur notre thème de recherche. Nous tenons à exprimer nos sincères remerciement à tous les professeurs qui nous ont enseigné et qui par leurs compétences nous ont soutenus dans la poursuite de nos études. Nos vifs remerciements vont également aux membres du jury pour l'intérêt qu'il ont porté à notre recherche en acceptant d'examiner notre travail et de l'enrichir par leurs proposition.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à toute personne qui a participé de près ou de loin pour l'accomplissement de ce modeste travail.

Dédicace

Avec ma profonde gratitude et un énorme plaisir que je dédie ce travail à ma chère famille SACI et BELARBI et à ma belle-famille SIDI SALAH ;

En premier lieu, à ma très chère maman qui m'a donné courage, espoir, générosité, et cet optimisme que j'ai pris comme fil conducteur tout au long de mon travail mené ;

En deuxième lieu, à mon père qui m'a aidé, qui m'a donné courage, espoir afin que je puisse arriver et d'être ce que je suis aujourd'hui et à ma très chère grande sœur MINA pour son soutien;

A Ma chère petite sœur LAMIA pour son soutien moral ;

A mes très chères deux sœurs de cœurs ILHAM et KATIA ;

A mon très cher et unique frère ASSYREM et ma chère belle-sœur LAMIA ;

Mon petit neveu ILAN et ma nièce LEA JJI ;

Et à mon fiancé LOUANES pour son aide et support dans les moments difficiles ;

A mes copines KATOUCHE et HIMOUCHE pour leurs patience infinie ;

A mon cher ami ABEDELLAH BOUKOUBA pour son soutien moral et ses conseils précieux ;

A mon ami MEDDOURI LAARBI pour son soutien infini ;

A mon binôme SAHLI DJALLEL et mes amis(e) HANINA, DOUNIA, MAZIGH et NANI

A toute ma famille

CYLIA.

Dédicace :

Je dédie ce travail à mes parents ;

Ma source de bonheur, générosité et courage tout au long de mon parcours scolaire.

Dieu vous protège, vous prête bonne santé et longue vie ;

A mes chères frères: SALAH et LAMINE en qui je peux toujours compter, pour leurs soutiens et attentions ;

A ma chère grande-sœur: LYDIA, Je sais enfin ce que sais que le bonheur d'avoir une grande sœur sur laquelle on peut compter, moi qui n'en ai jamais eu Je te remercie ;

A ma chère petite sœur : TINHINANE qui m'a toujours offert soutiens et réconfort ;

A mes chères ami/es: Ma binôme SACI CYLIA et YOUCEF, MAZIGH, REDA, NANI, NABIL, ISLAM, WALID, NANI, FAHEM, HANINA et DOUNIA ;

Qui m'ont toujours motivé et encouragé, Pour nos bons moments passés ensemble, Je n'oublierais jamais ces instants magiques, Ils seront gravés à jamais dans mon esprit ;

J'aimerai aussi dédier ce travail à la mémoire de mon cher oncle disparus LALAOUI SALIM, j'espère qu'il apprécie cet humble geste comme preuve de reconnaissance de ma part qui a toujours prié pour le salut de son âme, Puisse Dieu, le tout puissant, l'avoir en sa sainte miséricorde !

DJALLEL

Liste d'abréviation :

Les abréviations	La signification
APC	assemblé populaire communale
P/APC	Président de l'Assemblée populaire communale
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication

Liste des figures :

N° de figures	Intitulés
Image N° 01	Schéma
Image N°02	Siege d'APC de BEJAIA

Liste des tableaux :

Numéro de tableau	Intitulés	La page
N°01	La répartition des enquêtes selon le sexe.	54
N°02	La répartition des enquêtés selon d'âge.	54
N°03	La répartition des enquêtés selon l'expérience professionnelle.	55

SOMMAIRE :

Remercîment :.....	Error! Bookmark not defined.
Dédicace	Error! Bookmark not defined.
Liste d'abréviation :.....	Error! Bookmark not defined.
Liste des images :	Error! Bookmark not defined.
Liste des tableaux :	Error! Bookmark not defined.
Introduction générale	Error! Bookmark not defined.
Chapitre I	Error! Bookmark not defined.
Le cadre méthodologique de la recherche	Error! Bookmark not defined.
Chapitre 01 : l'analyse conceptuelle	Error! Bookmark not defined.
1/ La problématique :	Error! Bookmark not defined.
2. Objectifs de la recherche :.....	Error! Bookmark not defined.
3. les définitions des concepts :.....	Error! Bookmark not defined.
4. les études antérieures :.....	Error! Bookmark not defined.
Les raisons et les objectifs du choix de thème :	Error! Bookmark not defined.
Chapitre02 : Démarche méthodologique	Error! Bookmark not defined.
Outils de l'étude :	Error! Bookmark not defined.
L'échantillon de l'étude :	Error! Bookmark not defined.
Difficultés rencontrées :	Error! Bookmark not defined.
Chapitre II	Error! Bookmark not defined.
Introduction du chapitre :	Error! Bookmark not defined.
Section 1 : Gouvernance locale et son rôle	Error! Bookmark not defined.
Définitions de la gouvernance :.....	Error! Bookmark not defined.
Section 2 : les cinq dimensions de la gouvernance locale	Error! Bookmark not defined.

le processus décisionnel :	Error! Bookmark not defined.
Chapitre 02 : le rôle de la communication	Error! Bookmark not defined.
Introduction :	Error! Bookmark not defined.
Section 1 : définition de la communication et son rôle	Error! Bookmark not defined.
Section 2 : la participation des citoyens	Error! Bookmark not defined.
Conclusion du chapitre :	Error! Bookmark not defined.
ChapitreIII	Error! Bookmark not defined.
Chapitre 01 : Présentation des données	Error! Bookmark not defined.
Introduction :	Error! Bookmark not defined.
Section01 : Présentation de l'organisme d'accueil :	Error! Bookmark not defined.
3. Situation géographique :	Error! Bookmark not defined.
5. Mission des différents services :	Error! Bookmark not defined.
6. Le rôle de l'APC de Bejaia:	Error! Bookmark not defined.
Section 2 : Section 02 : Etapes de réalisation de l'enquête (pré-enquête, période de l'enquête définitive) :	Error! Bookmark not defined.
La pré-enquête :	Error! Bookmark not defined.
1. Le déroulement de l'enquête :	Error! Bookmark not defined.
Chapitre 02: Présentation des résultats :	Error! Bookmark not defined.
Section 01 :	Error! Bookmark not defined.
Conclusion générale	Error! Bookmark not defined.
Résumé	Error! Bookmark not defined.

**INTRODUCTION
GENERALE**

La gouvernance locale fait référence à la manière dont les autorités locales prennent des décisions et exercent leur pouvoir pour gérer les affaires publiques au niveau local. Cela inclut la façon dont les ressources sont allouées, les politiques sont mises en œuvre et les services sont fournis aux citoyens au niveau de la municipalité, de la région ou d'autres entités locales. La gouvernance locale implique souvent la participation des citoyens, la transparence dans les processus décisionnels et la responsabilité des autorités locales envers la population qu'elles servent.

La communication dans le cadre de la gouvernance locale revêt une grande importance. Elle permet aux autorités locales de transmettre des informations aux citoyens sur les décisions prises, les politiques mises en place, les services disponibles, et également d'écouter les préoccupations et les besoins de la population. Une communication efficace favorise la transparence, renforce la confiance entre les citoyens et les autorités locales, et encourage la participation citoyenne dans les processus décisionnels locaux.

Pour traiter notre thème de recherche qui s'intitule sur «L'importance de la communication et de participation citoyenne dans la gouvernance locale ». Cas pratique : la cellule de communication de la commune de BEJAIA. Nous avons reparti notre travail en trois parties :

- **La première partie** : qui est la partie méthodologique qui contient un chapitre composé d'une problématique, deux objectifs, définition des concepts, l'étude antérieure, les raisons et les objectifs de choix de thème, la méthode utilisée, outils de l'étude, l'échantillon de l'étude et les difficultés rencontrées durant notre recherche.
- **La deuxième partie** : ce travail consacré à la partie théorique elle contient deux chapitres, chaque chapitre des sections : le premier chapitre la gouvernance locale
 - **Le premier chapitre a deux sections** :
 - ❖ la première s'intitule, « la gouvernance locale et son rôle», qui contient une présentation, historique de la gouvernance, la définition de la gouvernance, le rôle des acteurs locaux.
 - ❖ La deuxième section qui s'intitule les Cinq dimensions de la gouvernance locale, qui contient la présentation du schéma et la définition et le processus décisionnel ;
 - **le deuxième chapitre : la communication et son rôle**
 - ❖ la première section s'intitule, « définition de la communication et son rôle» qui contient la définition de la communication, le rôle de la

communication et les obstacles de la communication dans la gouvernance locale, les canaux de la communication.

- ❖ La deuxième section s'intitule, « la participation des citoyens », qui contient l'échange de l'information, la participation des citoyens, importance de la participation et les avantages de la participation
- **La troisième partie:** est celle de la partie pratique de la recherche : où on a présentée deux sections :
 - ❖ La première : s'intéresse à la définition de la commune, son aperçu historique, ses missions et la situation géographique de la commune de BEJAIA.
 - ❖ La deuxième, analyse et interprète des données recueillies sur le terrain avant de passer au objectif de départ et la conclusion finale.



CHAPITRE I :

Le cadre méthodologique de la recherche

Chapitre I : Cadre méthodologique de la recherche**Chapitre 01 : l'analyse conceptuelle****1. La problématique :**

Aujourd'hui comme hier la communication est un moyen de transmettre des informations et sur des événements, retransmettre un savoir, chercher à convaincre, à séduire, à influencer autrui transmet des ordres intimes des interdictions.

Depuis son existence l'Homme a toujours eu besoin de communiquer avec autrui, un besoin qui l'a poussé à développer différents langages et moyens à travers le temps. Il lui permet d'exprimer ses besoins, d'échanger des idées et de transmettre des valeurs issues de sa culture. Cette culture dans ce cas est considérée comme le facteur le plus dominant dans la communication, car c'est-ce-qui conditionne l'image que nous donnons si nous communiquons avec les autres.

L'Homme ne tente pas uniquement d'échanger des messages lorsqu'il communique avec des personnes, mais aussi de définir sa place dans la société, et c'est pourquoi il veille à ce que son rôle et sa place soient bien perçus et crédibilisés. Communiquer, cela signifie d'abord mettre en commun, partager, transmettre, établir une relation avec autrui et lui faire passer une information. Cette dernière est conçue comme une des composantes incontournables dans la vie de chaque individu en jouant un rôle prépondérant dans la structure de plusieurs fragments tels que les organisations et les instances sociales. « La communication est conçue comme une des composantes incontournables dans la vie de chaque individu en jouant un rôle prépondérant dans la structure de plusieurs fragments tels que les organisations et les instances sociales. »¹

La communication est vraiment essentielle dans tous les aspects de notre vie. Que ce soit pour établir de bonnes relations personnelles, réussir dans le monde des affaires ou participer activement à la vie de notre communauté, une communication efficace est la clé. C'est grâce à la communication que nous pouvons exprimer nos idées, comprendre les autres et collaborer de manière productive. Alors, continuons à communiquer et à construire des liens solides.

¹ Nathalie DORIANE, *Techniques de communication édition* Copyright 2022, p14

Il existe trois types d'organisations, privée c'est toutes les entreprises qui ont le but lucratif, association c'est l'organisation privée à but non lucratif et publique qui est institué par une loi et pour but non lucratif comme les collectivités territoriales (APC, Daïra, APW).²

Ces derniers sont l'un des types d'organisation publique qui sont des structures administrative distincte de l'administration de l'état qui doit prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis.

Elle utilise la communication publique qu'est une communication d'intérêt générale, et qui est un service public qui vise à échanger et partager des informations d'utilité publique, tout en maintenant le lien social. Cette responsabilité incombe aux institutions publiques et aux organisations qui ont des missions d'intérêt collectif. Cela signifie que la communication publique joue un rôle essentiel dans la diffusion d'informations importantes pour la société et favorise la participation des citoyens à la vie publique, la communication publique dite la communication publique territoriale, pour sa mission principale est de guider le citoyen dans sa vie de tous les jours, permettre de transmettre un message aux habitants sur l'évolution de leur territoire, elle se fonde sur un échange de proximité.

La communication locale est essentielle pour une gouvernance locale efficace et impliquée, ça signifie que la communication locale joue un rôle crucial dans le fonctionnement efficace et la participation active des citoyens dans la gouvernance de leur communauté. Lorsque les autorités locales communiquent de manière transparente et ouverte avec les citoyens, cela permet de diffuser des informations importantes, de recueillir leurs opinions et de favoriser leur participation dans les décisions qui les concernent. Cela renforce la confiance entre les gouvernants et les citoyens, favorise une prise de décision plus éclairée et permet de répondre aux besoins spécifiques de la communauté, la communication en général dans ces fonctions cherche à créer une relation de confiance entre ses organes et leur publique comme gouvernement et citoyens.

La nature de cette relation est résumée par l'expression de la voix du peuple : exprimer ces préoccupations, lui fournir l'information dont il a besoin, lui permettre de participer aux débats et aux discussions car dans le monde contemporain, les pays occidentaux ont fait appel à la communication afin d'atteindre amplement leurs buts, moderniser leurs structures et leurs moyens surtout dans le domaine de la gouvernance.

² http://www.i-manuel.fr/RESTMG_MO/RESTMG_MOpart1dos1TH3doc15.htm

Pour mettre en lumière notre travail de recherche, nous avons formulés la question principale suivante :

- ✓ Comment expliquer l'importance de la communication dans l'amélioration de la transparence aux informations et permettre la promotion et la facilitation des citoyens ?

Pour répondre à notre problématique, nous avons posés ces questions secondaires à savoir :

- Comment la communication transparente peut-elle contribuer à renforcer la confiance des citoyens dans les processus de gouvernance locale et à favoriser leur implication active dans la prise de décision ?
- Comment les pratiques de communication interne au sein des institutions locales peuvent-elles être améliorées pour favoriser une diffusion efficace des informations et encourager la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans la gouvernance locale ?

2. Objectifs de la recherche :

Dans n'importe qu'elle recherche scientifique, on est obligé de préciser l'objectif à atteindre pour enrichir notre spécialité par des nouvelles informations et des connaissances.

Ainsi, les objectifs de notre étude sont les suivants :

1. Identifier les obstacles actuels à la participation citoyenne dans les collectivités locales.
2. Évaluer l'efficacité des canaux de communication existants utilisés dans la gouvernance locale.
3. Proposer des stratégies innovantes pour améliorer la communication entre les responsables locaux et les citoyens.
4. Analyser l'impact de la participation citoyenne sur la prise de décision au niveau local.

3. Tableau des indicateurs :

Concepts	Dimensions	Indicateurs
communication	<p>La «communication» est un ensemble de phénomènes concernant la possibilité pour un sujet de transmettre une information à un autre sujet par le langage articulé ou au travers d'autres codes.</p> <p>Echange d'information : Selon le dictionnaire Larousse, l'échange d'information se définit comme l'action de communiquer, de transmettre quelque chose, notamment par le langage, le téléphone, ou d'autres moyens de télécommunication</p>	<p>Transparence: Cela signifie également que l'information est disponible gratuitement et accessible directement par ceux qui sont touchés par ces décisions.</p> <p>L'accessibilité: Permettre aux citoyens de prendre les décisions en dernier ressort.</p> <p>L'implication: Instauration d'une dynamique participative généralisée, pilotée par la collectivité locale.</p> <p>consultation : est une relation bidirectionnelle dans laquelle les citoyens donnent leur opinion</p>
Gouvernance locale	<p>la gouvernance locale: Action de gouverner; manière de le faire. art de gouverner indépendant de l'autorité étatique. (Soucieuse de souplesse, de transdisciplinarité et du respect des enjeux environnementaux, elle repose sur la participation de différents acteurs de la société civile.) « selon la rousse »</p>	<p>les acteurs locaux : Les preneurs de décisions, dans les administrations publiques principalement politiques et fonctionnaires, le feraient non pas en privilégiant les intérêts de la société de son ensemble, mais plutôt leurs intérêts propres, comme tout autre individu dans sa vie privée.</p> <p>Processus décisionnel : Associer les citoyens à chaque aspect de la décision, y compris l'élaboration des options et le choix de la solution.</p>

4. les définitions des concepts :

4.1. La gouvernance locale

Gouvernance locale :

Du verbe latin « gubernare » qui signifie « gouverner les hommes », la gouvernance a fait son entrée dans la littérature grise depuis le milieu des années 1990 à travers les institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le PNUD²², etc. Appliquée au niveau local, « elle met au défi les élus communaux dans leur capacité à se servir de leur

leadership et de stratégies adéquates pour résoudre les problèmes et délivrer des services de qualité à la population ».

Elle s'intéresse notamment au processus engagé par ces autorités pour prendre les décisions. Un tel processus légitime les décisions prises, car il est le résultat d'un débat démocratique chargé de sens : l'élu devient accoucheur de sens collectif.³

4.2. La communication :

- Action, fait de communiquer, de transmettre quelque chose : Communication de la chaleur à un corps.
- Action de communiquer avec quelqu'un, d'être en rapport avec autrui, en général par le langage ; échange verbal entre un locuteur et un interlocuteur dont il sollicite une réponse : Le langage, le téléphone sont des moyens de communication.

Synonymes: commerce (littéraire) – correspondance, - échange - liaison - rapport relation ;

- Action de mettre en relation, en liaison, en contact, des choses : Établir une communication entre deux conduites ;
- Mise en relation et conversation de deux correspondants par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication ;

Exposé fait à un groupe et en particulier à une société savante, dans un congrès, etc., information, écrite ou orale, donnée à un groupe, un organisme : Communication à la presse.

Synonyme : Adresse, annonce, communiqué, déclaration, message, liaison, jonction, passage entre deux lieux : Porte de communication entre deux chambres.

Elle Fait, pour une personnalité, un organisme, une entreprise, de se donner telle ou telle image vis-à-vis du public. : Conseiller en communication. Campagne de communication⁴.

³ 22 ALLAL Amin, 2007, « Développement international et promotion de la démocratie : à propos de la gouvernance locale au Maroc », L'Année du Maghreb III, mis en ligne le 01/11/2010, page consultée le 25 juillet 2012.

⁴ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/communication/17561> consulté le 11/05/2024

4.3 La participation citoyenne :

Étymologiquement, le mot participation vient du latin « participatio,-onis » et signifie l'«action d'avoir part, de participer à...».

Selon Sandra BREUX (2006), la participation correspond aux actions par lesquelles les citoyens cherchent à intervenir dans le processus de décision publique, à influencer les décisions des autorités municipales et à accroître leur capacité d'intervenir efficacement. L'auteure qualifie cette participation de publique et la définit comme « les activités initiées et prévues par la ‘Ville’ et les lois et règlements pour permettre aux citoyens d'échanger avec les autorités et d'influencer les priorités d'action ».⁵

5. Les études antérieures :

Les études antérieures jouent un rôle crucial dans la recherche scientifique. Elles permettent aux chercheurs de : Situer leur travail dans le contexte de la recherche existante Identifier les lacunes dans les connaissances actuelles Développer des hypothèses ou des objectifs et des questions de recherche, choisir les méthodes de recherche les plus appropriées Interpréter leurs résultats «Les études antérieures sont une source d'inspiration incontournable pour le chercheur ou le chercheuse. Toute recherche est dans le prolongement d'autre recherche, tout chercheur ou chercheuse doit prendre connaissance des travaux qui ont déjà été réalisés sur son sujet de recherche ».⁶

Nous avons sélectionné ces deux études antérieures car elles sont liées à notre sujet de recherche. Elles ont influencé nos décisions concernant notre approche méthodologique, notre technique et la partie théorique. De plus, les résultats obtenus ont été un point de départ crucial pour notre recherche.

Etude N° 01 : intitulé « La communication au service de la bonne gouvernance au sein d'une collectivité locale.». Etude de cas L'assemblée populaire communale d'AOKAS.

Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention d'un diplôme de master en science de l'information et de la communication, spécialité communication et relation publique réalisé

⁵ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL), <http://www.cnrtl.fr/etymologie/participation> consulté le 11/05/2024

⁶ Maurice ANGERS, op.cit., p80

par HAMOUDI Yasmina et BOUTOUMI Sara, faculté des sciences humaines et sociales, département des sciences humaines et sociales, année universitaires 2022-2023.

Dans ce travail, le chercheur a posé sa problématique suivante : Comment la communication peut-elle être améliorée au niveau d'une collectivité locale pour favoriser une participation citoyenne plus active et engagée dans les décisionnels locaux?

Dans l'objectif de pouvoir répondre à la question générale, le chercheur a posé les questions secondaires suivantes :

- Quel est la réalité de la communication au sein de la commune d'AOKAS ?
- Quels sont les canaux de communication les plus efficaces qui peuvent servir la bonne gouvernance au sein d'une collectivité locales ?

Face aux interrogations évoquées précédemment dans la problématique de recherche, le chercheur a proposé les hypothèses suivantes :

- Première hypothèse : La communication contribue à la bonne gouvernance au sein de la commune d'AOKAS.
- Deuxième hypothèse : La communication est importante au sein d'une collectivité locale pour mieux gouverner

La méthode utilisé venu à partir d'une volonté des chercheurs afin d'acquérir des connaissances sur ce sujet, l'intention sur l'importance de la communication au sein d'une collectivité locale pour mieux gouverner.

Le choix de leur thème de recherche sur La communication au service de la bonne gouvernance au sein d'une collectivité locale est motivé d'acquérir des connaissances sur ce sujet, de comprendre son importance pour une gouvernance efficace, et de découvrir comment la communication influence la bonne gouvernance à l'échelle locale. Ce thème est crucial pour explorer la réalité de la communication, en particulier au sein de la commune, et pour comprendre son impact sur la gouvernance. Leur recherche promet d'apporter des éclairages précieux sur ces aspects essentiels de la vie communautaire.

L'objectif de leur recherche vise à examiner les compétences en communication des responsables locaux et des fonctionnaires municipaux, en analysant leurs interactions

avec les citoyens, la manière dont ils expliquent les décisions prises et répondent aux préoccupations de la population. Ils exploreront les différents canaux de communication utilisés dans une collectivité locale pour déterminer les moyens les plus efficaces de transmettre des informations aux citoyens, de recueillir leurs opinions et de les encourager à participer. Ce mémoire contribuera à enrichir la bibliothèque des sciences humaines et sociales en comblant un manque d'études sur ce thème spécifique. De plus, cette recherche vous permettra d'acquérir de nouvelles connaissances pratiques en communication et relations publiques, tout en mettant en œuvre vos connaissances théoriques dans un contexte concret.

Etude N° 02 : intitulé : « La communication sociale associative et valorisation de la valeur de solidarités citoyennes en Algérie » Exemple : feux de forêts cas .le mouvement associatif de la wilaya de Bejaia, Mémoire de fin d'étude en vue de l'obtention d'un diplôme de master 2 communication et relation publique- université Abderrahmane Mira Bejaia, année universitaire 2021-2022.

Dans ce mémoire : les deux étudiantes ont lancé une question principale qui été représenter comme suite : « Quel rôle a joué la communication sociale associative dans la valorisation de la valeur de solidarité lors des incendies de la région de Kabylie l'été dernier ? » Pour mieux cerner leurs problématiques posées, les deux chercheuses ont élaborés un cadre de recherche qui s'appuie sur les hypothèses suivantes :

1. Quels sont les moyens de communication déployés par le mouvement associatif de la wilaya de Bejaia pendant cette catastrophe naturelle ?
2. Quel apport a pu avoir cette communication sociale dans la mobilisation et valorisation de la valeur de solidarité citoyennes ?

La méthode utilisée dans cette étude est la méthode quantitative qui permet aux chercheurs d'analyser les résultats, suivi d'une technique d'un entretien semi-directifs.

Parmi les résultats de l'étude nous avons énumérés les points suivants :

- Mettre l'accent sur l'importance et rôle du mouvement associatif et de la communication sociale dans la valorisation de Solidarité lors de catastrophe naturelle.
- Démontrer le rôle des mouvements associatifs à l'image des associations de la wilaya de Bejaia comment ont valorisé la valeur de solidarité entre les citoyens lors des moments de tragédie.

Nous avons choisi cette deuxième étude par ce que notre entretien et le semi directif, il nous a aidé dans notre cas pratique.

Etude N° 03 : Cette étude est une thèse de doctorat qui a été élaboré par HACHEMAOUI Bahidjeddine docteur en sciences, Filière : Sciences économiques, option : Gestion du développement - université Abderrahmane mira Bejaia-année universitaire 2019-2020.

Cette dernière porte l'intitulé "Intelligence territoriale et développement local", problématique de la qualité de vie dans la ville de Bejaia.

Cette thèse vise à examiner la Perception de la qualité de la vie et du bien-être des habitants des quartiers de l'agglomération chef-lieu de Bejaia, à travers l'analyse des conditions objectives et subjectives dans lesquelles ils vivent.

Il a lancé plusieurs questions principales qui été représenté comme suit :

- Ce qui nous amène à nous interroger comment la qualité de vie est-elle perçue par les habitants des quartiers de l'agglomération chef-lieu de Bejaia?

De cette question principale découlent plusieurs questions subsidiaires : Qu'en est-il réellement ?

- Existaient-ils des disparités de perception entre les quartiers étudiés ?
- Quelles sont les domaines qui présenteraient des manquements ?

Pour mieux cerner leurs problématiques posées, les deux chercheuses ont élaborés un cadre de recherche qui s'appuie sur les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : L'amélioration de la qualité de la vie et du bien-être des populations demeure un sujet très important. Elle est le centre des préoccupations de toute démarche de développement, qui doit se baser principalement sur l'évaluation des besoins des personnes pour améliorer leurs conditions de vie. De là, nous sommes partis, avec l'hypothèse qui suggère que les dimensions qui composent la qualité de vie dans la ville de Bejaia présentent de graves insuffisances, qui impactent fortement le sentiment de bien-être des habitants et génère chez eux de l'insatisfaction. Il devient donc nécessaire pour les responsables locaux de construire leurs stratégies de développement en fonction des besoins exprimés par les individus et non pas en fonction des projets, afin que l'impact en matière d'amélioration de la qualité de vie et du bien-être soit bien perçu par les populations.

Hypothèse 2 : le sentiment de satisfaction de la qualité de la vie serait étroitement lié au niveau de revenu. Les individus les plus satisfaits seraient ceux qui disposent d'un revenu élevé et de bons moyens d'existence.

Hypothèse 3 : la perception de la qualité de vie et du bien-être des habitants de la ville de Bejaia varie selon le quartier dans lequel ils habitent, ce qui implique des solutions adaptées de la part des pouvoirs publics.

La méthode utilisée dans cette étude est la méthode quantitative, elle a permis démontrer les principaux faits marquants de l'orientation quantitative de chaque dimension de la qualité de la vie. Seconde étape, nous avons procédé à une analyse qualitative pour identifier les caractéristiques de ces dimensions.

Parmi les résultats de l'étude nous avons énumérés les points suivants :

- analyser la qualité de vie dans les villes algériennes en nous appuyant principalement sur l'Agglomération Chef-Lieu (ACL) de Bejaia
- identification des actions urgentes à fort impact sur la qualité de vie des personnes interrogées.

6. Les raisons et les objectifs du choix de thème :

6.1 Le choix du thème :

Vouloir entreprendre une recherche aux sciences humaines, c'est vouloir approfondir un sujet choisi en fonction de son intérêt. Le choix de sujet d'évaluation de la faisabilité d'une recherche, représente le premier moment de la formulation du problème de recherche.⁷

Le choix de notre thème sur la problématique de la communication dans la gouvernance locale est crucial pour plusieurs raisons :

- Il met en lumière l'importance des échanges d'informations et de la transparence dans les processus décisionnels au niveau local.
- En explorant cette thématique, nous contribuerons à identifier les défis et les opportunités liés à la communication au sein des institutions locales, ce qui peut conduire à des améliorations significatives dans la gouvernance et les interactions avec les citoyens.

⁷ Angers Maurice, Op, cit, p 78.

- En étudiant ce sujet, nous enrichissons la littérature académique en apportant de nouvelles perspectives sur la communication dans les collectivités locales, ce qui peut avoir un impact positif sur les pratiques et les politiques existantes.
- L'envie et la curiosité de découvrir la façon dont, la communication contribue à la bonne gouvernance au sein d'une collectivité locale.

6.2 L'objectif de la recherche :

- Cette recherche va nous conduire à mettre en lumière les défis et les opportunités liés à la communication dans la gouvernance locale.
- Nous cherchons à identifier des moyens efficaces pour améliorer la transmission d'informations, favoriser la participation citoyenne et renforcer la transparence au niveau des collectivités locales.
- En explorant cette thématique, nous visons à apporter de nouvelles informations et connaissances dans le domaine de la gouvernance locale pour contribuer à des pratiques plus inclusives et efficaces.

7. La méthode de choix de thème :

« La méthode est un ensemble de procédures, des démarches précises adoptées pour en arriver à un résultats »⁸

Toute recherche scientifique nécessite une démarche méthodologique à suivre pour permettre au chercheur de bien mener son enquête afin d'arriver aux objectifs de la recherche.

Le choix de la méthode est déterminé par la nature de thème d'étude, nous avons choisi la méthode qualitative pour notre recherche, ce qui est une décision très pertinente. La méthode qualitative va nous permettra d'explorer en profondeur les expériences, les opinions et les perceptions des acteurs impliqués dans la gouvernance locale. En optant pour cette approche, nous pourrions recueillir des données riches et nuancées qui nous aiderons à comprendre les dynamiques de communication, les interactions et les processus décisionnels au niveau local d'une manière plus holistique. La méthode qualitative nous permettrons également de capturer la diversité des points de vue et de donné la voix aux différentes parties prenantes, ce qui enrichira considérablement notre étude et lui apportera une dimension humaine et sociale approfondie.

⁸ Ibid, P 91 Le 16/03/2024

Chapitre02 : Démarche méthodologique**1. L'approche de l'étude :**

La transparence, la consultation et la participation des citoyens sont des éléments clés pour un processus décisionnel inclusif et efficace, d'où le choix de l'approche de la communication locale dans ce mémoire.

La communication locale joue un rôle crucial dans la gouvernance en facilitant la transparence, la consultation et la participation des citoyens.

« l'utilisation du processus de communication, des techniques et des médias pour aider les gens à prendre conscience de leur situation et des options à leur disposition pour toute action de changement, à résoudre le conflit social et à travailler vers un consensus, à aider des gens à planifier l'action de changement et du développement durable, à aider les populations à saisir les connaissances et les qualifications en vue d'améliorer leurs conditions et celles de leur communauté et améliorer l'efficacité des établissements publics ». La communication n'est pas seulement un moyen de diffusion d'informations, mais un outil puissant pour l'émancipation des individus et des communautés. En permettant aux gens de comprendre leur réalité et les options disponibles, ils sont mieux équipés pour initier et gérer le changement. De plus, cela renforce l'idée que la communication est essentielle pour la formation de consensus et pour la planification d'actions qui sont alignées avec les objectifs à long terme de développement durable.⁹

Le modèle de notre approche est les parties prenantes (stakeholder model) et nos parties prenantes dans notre travail c'est les citoyens, L'application du modèle des parties prenantes dans la communication locale permet de créer un environnement de gouvernance plus transparent, participatif et inclusif. En prenant en compte les intérêts et les attentes de toutes les parties prenantes locales, les autorités peuvent améliorer la qualité de leurs décisions, renforcer la confiance de la communauté et promouvoir un développement local harmonieux et durable.

2. Outils de l'étude :

Il existe plusieurs techniques scientifique qui permettent aux chercheurs de recueillir des informations, et vue le nombre minime de notre échantillon, nous avons optés pour la techniques suivante : Une technique de recherche appropriée à considérer est l'entretien semi-

⁹ FAO (2002). La communication pour le développement. Rome, p.68

directif. Cette méthode nous permettrons d'obtenir des informations détaillées et approfondies auprès des participants, malgré la taille réduite de notre échantillon. Les entretiens semi-directifs offrent la flexibilité nécessaire pour explorer en profondeur les perceptions, les expériences et les opinions des personnes interrogées, ce qui peut être extrêmement précieux pour nous recherche sur la communication dans la gouvernance locale. En utilisant cette technique, nous pourrions recueillir des données qualitatives riches et pertinentes, même avec un échantillon restreint.

On appelle entretien ou interview, « un rapport oral, en tête, entre deux personnes dont l'une transmet à l'autre des informations sur un sujet prédéterminé. C'est une discussion orientée, un procédé d'investigation utilisant un processus de communication verbale, pour recueillir des informations en relation avec des objectifs fixés ». Cette technique est utilisée en sciences sociale, dans le but de recueillir des informations verbales, il met face à face un enquêteur et un enquêté¹⁰

L'entretien semi-directif consiste une interaction animée de façon souple et très ouverte par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite simultanément avec l'interviewé.¹¹

L'entretien semi-directif est mené sur la base d'un guide d'entretien constitué de différentes questions, nous avons décidé de choisir cette technique, pour réunir les informations qu'on cherche et les réponses aux questions de notre entretien. Dans le cas de notre recherche nous avons élaboré un guide d'entretien pour recueillir des données et des informations de la part de la population d'étude.

Notre guide d'entretien est constitué de (08) questions que nous avons réparties en deux axes :

AXE N°1 : Les données personnelles :

- Sexe
- Age
- Expérience professionnelle

¹⁰ Omar AKTOUF, *Méthodologie des sciences et approche qualitative des organisations*. Montréal : les presses de l'université du Québec, 1987, p87.

¹¹ Quivy RAYMOND et autres, *manuel de recherche en science sociales*, 4 éd, DUNOD, Paris, 1995, p59.

AXE N°2 : les questions directes

- Nombre de citoyens de votre APC ?
- Les canaux de communication que vous utilisez ?
- Quels sont les principaux défis auxquels votre commune/collectivité est confronté actuellement
- Comment vous considérer la relation et la communication qu'il y a entre les élus et les citoyens ?
- Comment évaluez-vous la collaboration et la communication entre les différents élus de la collectivité ?

3. L'échantillon de l'étude :**3.1 La population d'étude**

Une population d'étude est : « un ensemble de tous individus qui ont le caractéristiques qui corresponde aux objectifs de la recherche». ¹²

Pour notre cas d'étude qui porte sur « La facilitation de la participation des citoyens ; cas Assemblée populaire communale(APC), BEJAIA ». Notre population est constituée d'un ensemble des salariés de l'A.P.C de BEJAIA subdivisés en trois catégories (33 élus de L'APC, et six (06) commissions chaque commission a (des agents administratif, et ouvriers) qui fait total de 1652 salaries.

3.2 L'échantillon de recherche :

L'échantillon est « une partie de population auprès de laquelle les informations seront recueillies ». ¹³

« L'échantillonnage est un ensemble des opérations permettant de sélectionner un sous-ensemble d'une population en vue de constituer un échantillon ». ¹⁴

Nous avons effectué notre enquête à travers une méthode d'échantillonnage non probabiliste, qui est un « type d'échantillonnage ou la probabilité d'un élément d'une

¹² Janine BREMOND, Alain GELEDAN, « *Dictionnaire d'économie et de science humaines* », Hatier, Paris 1997, p15.

¹³ Maurice ANGERS, op.cit. P98

¹⁴ Ibid, p 100

population soit choisi pour faire partie de l'échantillon n'est pas connue et qui ne permet pas d'estimer le degré de représentativité de l'échantillon ainsi constitué »¹⁵

Nous avons adopté l'échantillonnage de type tri-expertisé, Autrement dit, en sélectionnent un ou deux ou bien un peu plus mais on ne dépasse pas les 6 éléments de la population qui sont pertinents pour notre recherche, auprès de qui pouvons obtenir des informations pertinents sur notre recherche, et on a choisi ce type d'échantillonnage parce que dans notre enquête nous avons choisi que 6 éléments d'échantillon.

4. Difficultés rencontrées :

Pendant la réalisation de notre travail de fin d'étude, nous avons rencontré des difficultés telles que :

- la gestion du temps, la collecte de données ;
- l'analyse des résultats et la rédaction du mémoire ;
- Les défis liés à l'accès aux informations, à la coordination des entretiens, et à la conciliation des différentes perspectives des participants ;
- Le manque des études antérieures concernant notre thème de rechercher ;
- Les entretiens ont été réalisés en kabyle, cette situation nous a pris beaucoup de temps.

¹⁵ Ibid, p 101



CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE

Chapitre II : cadre théorique**Chapitre 1 : La gouvernance locale****Introduction du chapitre :**

La gouvernance fait depuis peu l'objet d'une attention sans cesse croissante dans le champ des études urbaines. Cet intérêt est révélateur de plusieurs transformations sociales. La crise de l'État-providence, la mondialisation et l'aspiration à une plus grande participation des citoyens au destin collectif, poussent les autorités à se questionner sur les modes traditionnels de réglementation. « L'échec » d'une administration publique centralisée suggère l'importance de réfléchir sur de nouveaux mécanismes de gestion plus à même de répondre aux besoins de la réalité d'aujourd'hui. Pour certains, la gouvernance apparaît comme une panacée aux problèmes actuels. D'autres demeurent critiques face aux possibilités et aux véritables conséquences qui en résultent. Ce chapitre vise à mieux comprendre ce qu'est la gouvernance et, plus précisément, la gouvernance locale participative. Dans un premier temps, une réflexion sur la gouvernance permettra de saisir les particularités et les limites de ce modèle de gestion grâce à une revue des écrits. Les nombreux liens qu'entretient la gouvernance avec les pratiques de participation populaire et certains principes du développement durable seront brièvement exposés afin de démontrer comment se manifeste la gouvernance dans l'aménagement des collectivités locales, la participation apparaît comme un moteur important de la gouvernance et constitue un outil d'aide à la décision essentiel au bon fonctionnement des pratiques de gouvernance locale participative.¹⁶

Section 1 : Gouvernance locale et son rôle**1. présentation de la gouvernance :**

La gouvernance renvoie à l'acte de gouverner. Il s'agit d'administrer et de diriger non seulement un Etat mais bien aussi des parties prenantes telles que, une organisation qui peut être une entreprise, une administration publique ou une administration privée. Et sur ce nous allons à présent préciser la notion de gouvernance : origines et définitions.

1.1.Historique de la gouvernance :

La gouvernance est un mot hérité de la racine grecque (kubeman) ensuite il est passé en latin (gubernare). Il était employé en ancien français (art ou manière de gouverner) comme synonyme de gouvernement. Il est passé dans la langue anglaise au 14e siècle (governance). Le terme est tombé en désuétude en France, parce qu'il était associé à l'Ancien régime. Il est

¹⁶ GABRIEL Riel-Salvatore, *Mémoire exigence partielle de la maîtrise en études urbaines*, septembre 2006.

resté dans la langue anglaise. Il est revenu dans la langue française à partir des années 1990 par le biais du mot anglais « governance ».

Donc, la notion de gouvernance n'est pas nouvelle. Née de la langue française et renvoyant, dans le langage politique du Moyen âge au terme de Gouvernement qui le remplace progressivement, le mot disparaît pendant des siècles avant de réapparaître dans un contexte très différent à partir des années 1970 mais dans l'entrepreneuriat, à travers l'expression « corporate governance » (gouvernance d'entreprise). C'est donc à partir du secteur privé que resurgit la notion, qui désigne un mode de gestion des firmes fondé sur une articulation entre le pouvoir des actionnaires et celui de la direction. Il s'agit de poser la question du type d'acteurs impliqués dans la prise de décision au sein de l'entreprise et de leur mode d'interaction. La pensée politique et administrative emprunte ensuite au management d'entreprise la notion de gouvernance en deux étapes :

- Première Etape correspond à la révolution libérale des années 1980, entraînant une nouvelle façon de penser à la politique. Avec la remise en cause du rôle de l'état, notamment dans les pays anglo-saxons, émerge une conception fonctionnelle de la gouvernance liée à la logique du management public. Cette logique repose sur une vision minimaliste de l'état selon laquelle celui-ci doit revenir à son « cœur de métier » en décentralisant sur d'autres acteurs les fonctions considérées comme non stratégiques, comme le font d'ailleurs à la même époque les grands groupes industriels confrontés à la mondialisation ;
- Deuxième étape est celle des années 1990 où émerge une réflexion plus profonde sur le rôle de l'état régulateur, en réaction à la vision, jugée techniciste du Management public. Elle concerne davantage la capacité de l'état à asseoir sa légitimité ainsi qu'à formuler des politiques publiques en phase avec les besoins socio-économiques.

C'est à partir d'ici que le concept glisse du champ économique vers le champ politique, à l'échelle internationale d'abord, avec l'émergence du modèle de la bonne gouvernance mondiale instauré par les institutions internationales elles-mêmes, à leur propre usage semble-t-il, mais surtout à l'usage de leurs membres les moins dociles. Faute de gouvernement mondial, on annonce sa gouvernance. Sans doute cette « bonne gouvernance » s'appuie-t-elle sur les référents quasi-transcendants que sont les droits de l'homme, la démocratie ou la liberté d'entreprendre. Mais il est non moins vrai que ce concept sert surtout de pilier au modèle de pensée unique qui se met en place pour accompagner la mondialisation libérale. La bonne gouvernance justifie ainsi l'application des « ajustements structurels » qui sont imposés aux pays en voie de développement.

Un peu égaré à cette échelle trop vaste pour lui, le concept reprend de la vigueur en s'appliquant ensuite au local. Dans les années 1990, la gouvernance devient essentiellement locale et y gagne certainement en crédibilité, car c'est sans doute à cette échelle que ce concept trouve les applications les plus riches.¹⁷

¹⁷ ERGUENE A et BANAT R(2009) *construction territoriale et développement local : l'exemple d'Alep en Syrie* ». In revue *d'économie régionale et urbaine*, n04/2009, p.684

1.2. Définitions de la gouvernance :

De nos jours, il n'y a pas de consensus sur une définition de la gouvernance publique, pourtant nombreuses sont les organisations internationales qui se sont efforcées de préciser ce concept. Pour François-Xavier Merren³ (1998), La gouvernance publique y comprise de diverses manières, traduisant généralement les intérêts et les objectifs des organisations émettrices. Dans ce contexte, le secteur public présente plusieurs avantages : le pouvoir de redistribution de richesses et de coûts de la catastrophe sur une longue période et de le faire sur la population, fondant la démarche sur un « principe de solidarité nationale ; la capacité de diversifier des risques, la politique de subvention des primes d'assurance et l'obligation de la Loi rendant une assurance obligatoire.

Néanmoins, la prise en charge publique exclusive présente certains inconvénients, notamment l'incompétence techniques, la difficulté d'adaptation aux changements, la lourdeur de l'aspect réglementaire, la complexité des procédures, la corruption dans des réseaux publics, etc.

Depuis que la bonne gouvernance s'est imposée comme pré requis pour bénéficier de l'aide internationale, le contenu de la notion de gouvernance est devenu de plus en plus clair (bien que pas forcément plus consensuel) et la volonté d'intégration des différentes dimensions de la gouvernance dans les stratégies de coopération au développement augmente. Il n'y a donc pas de définition consensuelle de la gouvernance publique appliquée à l'analyse économique, celle-ci reste étroitement liée, à priori, à la démarche analytique que l'on choisit de mettre en œuvre ; ce qui conduit plutôt à disposer d'une pluralité de définitions situées dans des cadres conceptuels différents et qui de plus mobilisent fortement les champs disciplinaires externes à l'économie.

➤ Selon la Banque Mondiale :

La gouvernance comporte des traditions et des institutions par lesquelles l'autorité dans un pays est exercée. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à élaborer et à appliquer d'une façon efficace des politiques saines et le respect des citoyens et de l'État pour les institutions régissant les interactions économiques et sociales entre eux.

➤ Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement

La gouvernance est l'exercice d'une autorité publique, économique et administrative dans la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. Elle repose sur les mécanismes, processus et institutions complexes par le biais desquels les citoyens et les parties prenantes articulent leurs intérêts, aplanissent leurs différences et exercent leurs obligations et leurs droits reconnus par la loi. La gouvernance englobe mais aussi transcende, le gouvernement ; elle s'applique à tous les acteurs concernés, y compris le secteur privé et les organisations de la société civile.

➤ Selon l'Organisation de Coopération et Développement Economique

La gouvernance est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. La gouvernance est une notion objective qui comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits et assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent afin de régler leurs différends.

➤ **Selon la Commission Européenne**

La gouvernance désigne les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen, particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence. En dépit de son caractère large et ouvert, la gouvernance est un élément clé des politiques et des réformes en faveur de la réduction de la pauvreté, de la démocratisation et de la sécurité mondiale.

➤ **Selon le Fond Monétaire International**

La gouvernance est une notion vaste qui couvre tous les aspects de la conduite des affaires publiques, y compris les politiques économiques et le cadre réglementaire.

La gouvernance publique implique une réorganisation du pouvoir conduisant à de nouvelles formes de gestion publique où la responsabilisation, la transparence et l'obligation de bons résultats primeraient dans les affaires publiques. De cette façon, la gouvernance n'est pas une question liée simplement au gouvernement, mais également à tous ceux qui participent à la prise de décision et sont influencés par ces décisions. Donc la gouvernance publique désigne l'interaction participative entre le gouvernement et les citoyens, afin d'assurer une exploitation efficace des ressources et une augmentation de la qualité des services offerts par l'État qui sous-entend l'amélioration de la qualité de vie des citoyens (le bien-être social). Dans ces conditions, le terme de gouvernement, basé sur la centralité des pouvoirs et de compétences, s'élargit pour s'inclure dans la gouvernance. Ce passage vers un nouveau management publique est réalisé par d'une nouvelle rationalité politique, qui est la gouvernementaliste.¹⁸

2. le rôle des acteurs locaux :

La gouvernance locale implique un partage du pouvoir dans le processus décisionnel et la reconnaissance d'une multiplicité de partie prenante dans la construction d'un développement durable et dans la lutte contre la pauvreté.

2.1. Les acteurs institutionnels :

Les acteurs institutionnels sont l'Etat et les différents échelons des collectivités locales (régions, département, commune). L'Etat reste le moteur du développement à la faveur de démarches qui visent à créer un environnement politique et juridique.

Les collectivités territoriales sont les niveaux inférieurs de l'Etat et disposent d'une autonomie financière et dotées d'une personnalité morale.

¹⁸ François-Xavier Merrain (1998), Revue Tiers Monde, L'État-providence «Que sais-je?».

a. Les acteurs non étatiques :

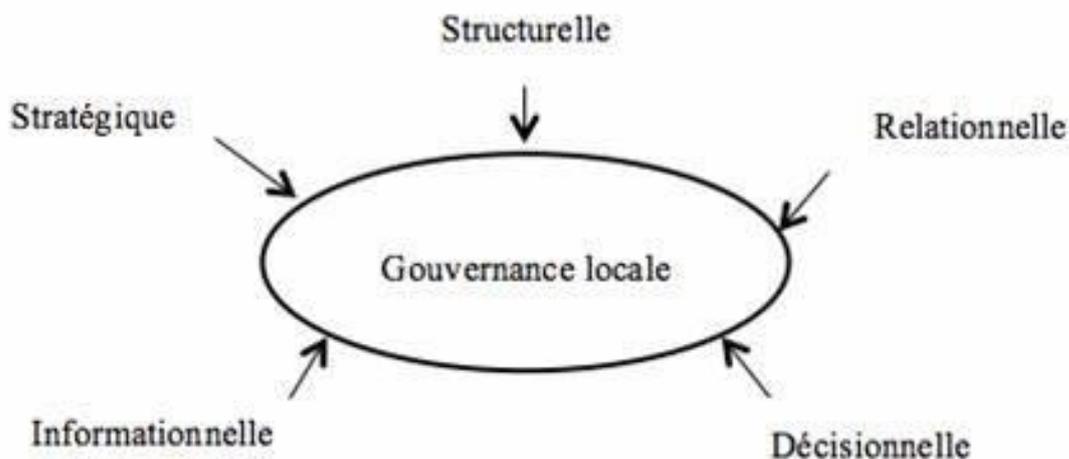
C'est une organisation indépendante de la société civile, en dehors des gouvernements et de l'administration publique, on y regroupe notamment les organisations non gouvernementales (O-N-G) et leur association, les partenaires sociaux (syndicats, association d'entrepreneurs...), les associations du secteur privé, les universités.

b. Les acteurs économiques :

Les acteurs économiques portent les projets génèrent des ressources et créent les richesses et les emplois (les entreprises). La société facilite l'interaction politique et sociale en participant aux activités qui favorisent un développement local, et à la prise de décision qui répond à l'intérêt générale, elle participe également dans l'aide à la formalisation définitive des projets de développement local¹⁹.

Section 2 : les cinq dimensions de la gouvernance locale

1. Présentation du schéma :



2. définition Les cinq dimensions de la gouvernance locale :

2.1. Une dimension stratégique se focalisant sur le projet et le sens commun :

La première dimension de la gouvernance que nous avons relevée parmi les travaux sur ce thème concerne la dimension stratégique. A la différence de la sphère privée,

¹⁹ Mémoire la participation des citoyens à la prise de décision des collectivités locales cas de la commune de MAATKAS. P9

l'adoption d'un plan stratégique dans une institution publique, comme un EPCI, relève d'un choix politique, mais aussi de contraintes réglementaires. En effet, le cadre législatif et réglementaire des collectivités, et en particulier les textes qui régissent la répartition des compétences entre les différents niveaux de collectivités, oriente notablement les interventions des collectivités (HUTEAU, 2006).

Évoquant l'importance de la dimension stratégique dans la gouvernance d'une organisation, Charreaux (2011), indique ainsi que l'adoption d'un choix stratégique erroné peut entraîner a priori une performance déficiente. Dès lors, il semble possible de déduire que l'absence d'une vision stratégique à moyen et long terme, d'un projet communautaire ou d'une vision partagée et transverse constitue une faiblesse en matière de gouvernance et de performance globale pour toute organisation, et plus particulièrement pour un EPCI. Pour Bartoli (2009), « *le projet est un concept très présent dans le secteur public* ». Lardon (2013) indique d'ailleurs qu'en France et plus généralement dans tous les pays développés, « *un des enjeux majeurs des collectivités est d'élaborer des projets de territoire dans une perspective de développement durable. Il s'agit par exemple de concilier paysage, emploi, services, etc.* ». Dans le même sens, Minot (2001) indique qu'un projet de territoire, « *c'est une vision de l'avenir d'un territoire et de son développement, partagée par des partenaires multiples* ».

Ainsi, dans la perspective stratégique, la gouvernance publique locale peut être perçue comme un processus de rapprochement, voire d'homogénéisation, des pratiques entre plusieurs collectivités géographiquement proches et unissant des acteurs divers (économiques, institutionnels, sociaux, etc.) en vue de la résolution d'un problème productif ou de la réalisation d'un projet local de développement (Favoreu, 1997 ; Pinson, 2004).

En particulier dans un EPCI, il peut s'agir de projet d'agglomération, de projet territorial, d'un projet d'établissement ou de projet dit d'administration, avec des terminologies variées. Dans ce sens, Panico et Poulle (2005) indiquent que l'émergence de territoire de projets concerne les quatre cinquièmes de la population française.

Pour cette étude, nous considérons, en conséquence, que la dimension stratégique de la gouvernance est à prendre en considération et concerne les orientations générales de la collectivité qui peuvent être regroupées autour d'un projet.

Il s'agit essentiellement de l'objet, de la nature, des modalités de construction et de mise en œuvre du projet de l'établissement, dans une acception englobante, en s'intéressant à l'implication des parties prenantes dans la définition des axes politiques et stratégiques et dans l'opérationnalisation de ceux-ci.

2.2. Une dimension structurelle intégrant les organisations politiques et administratives :

De manière plus classique, la seconde dimension de la gouvernance, sur laquelle nous nous appuyons, concerne une logique structurelle. Selon Paquin (1994), contrairement à l'organisation privée, l'organisation publique évolue en effet dans un cadre juridique et réglementaire strict définissant les missions de l'organisation, les ressources mises à sa disposition (en particulier celles budgétaires) et, dans une certaine mesure, la manière de répartir ces dernières.

Le choix de sa structure organisationnelle, ainsi que ses systèmes de gestion, sont eux aussi largement contraints par les lois, les règlements et les mandats qui légitiment son existence et ses conditions de fonctionnement (Favoreu, 1997).

Dans le cadre spécifique des EPCI, il est ainsi prévu, dans le Code Général des Collectivités Territoriales, qu'il existe pour chaque organisation intercommunale un organe délibérant, un exécutif, ainsi qu'un bureau. Sur le plan interne, l'organisation des collectivités territoriales s'articule ainsi sur deux modèles (Carles, 2007).

Tout d'abord, le modèle classique qui est assis sur un découpage en directions et services. Il est caractérisé par une organisation traditionnelle, c'est-à-dire « multi-DIVISIONNELLE ».

Ensuite, un modèle, plus récent, peut aussi être mis en œuvre, qualifié de structure matricielle et qui est conçu pour la gestion de projets complexes, à l'image des projets intercommunaux. Pour cette recherche, la dimension structurelle de la gouvernance est donc prise en compte et concerne l'organisation de la structure administrative et politique de l'établissement public considéré, la localisation des pouvoirs, des responsabilités, ainsi que les lieux de cohabitation et de partage du pouvoir entre les politiques et les personnels administratifs.

2.3. Une dimension décisionnelle centrée sur les acteurs et leurs rôles décisionnels :

La troisième dimension de la gouvernance locale que nous avons relevée parmi les travaux sur ce thème concerne la logique décisionnelle. Au regard de cet axe de caractérisation, la gouvernance renvoie à la notion de négociation et de consensus pour dégager une décision publique entre différents acteurs « égaux » (Gaudin, 2004).

Dans ce sens, la notion de gouvernance amène à se détacher des seules institutions locales, pour envisager le système décisionnel qui préside l'action locale (Le Gales, 2006) comme impliquant une pluralité d'acteurs et d'intérêts (Bertrand et MOQUAY, 2004). Là encore, mais sans renoncer à la place centrale qu'occupent les décideurs politiques, « la bonne gouvernance implique que les autorités publiques s'emploient à ouvrir le processus de formation des politiques publiques à l'ensemble de la société civile pour en mobiliser les composantes » (Marcou, 2006, 11).

Dans le cadre d'un EPCI, en principe, c'est le conseil communautaire qui décide, en particulier, des actions à mener et de l'allocation des moyens humains et financiers. En effet, à l'instar du conseil d'administration dans les sociétés privées, le conseil communautaire reste a priori le principal organe décisionnel des organisations intercommunales, le Président et son bureau se chargeant de l'exécution effective des décisions. Pour cette étude, la dimension décisionnelle est ainsi mobilisée comme un élément de caractérisation de la gouvernance locale, en se focalisant sur le processus par lequel les décisions sont prises et la manière dont les parties prenantes interviennent dans ce processus.

2.4. Une dimension relationnelle appréhendant les différentes relations de l'EPCI :

La quatrième dimension de la gouvernance locale concerne une logique relationnelle. Selon cet axe, la gouvernance requiert concertation, coordination et coopération partenariale entre tous les acteurs intervenant sur un territoire pour l'intervention publique permettant la réalisation de l'intérêt général (Le Gales, 2006).

Dans ce sens, Perez (2003) indique en effet que la gouvernance est un dispositif institutionnel et comportemental qui régit les relations entre les dirigeants d'une organisation et les parties concernées par le devenir de ladite organisation.

Pour les organisations intercommunales, ces relations peuvent concerner les élus seuls, les élus et les agents communautaires via les services administratifs, les élus et les citoyens/autres partenaires locaux ou encore les usagers et les services de l'EPCI.

2.5. Une dimension informationnelle intégrant les communications internes et externes locale

La cinquième dimension de la gouvernance concerne enfin la logique informationnelle. Dans le contexte public local, l'information joue en effet un rôle central, par exemple au travers des exercices de prospective ou de diagnostic territorial, qui influe à la fois sur la définition des actions et sur les processus de participation des acteurs autour des problématiques du partage des connaissances et de leur valorisation au niveau local (Roche, 2000). Ainsi, pour MARSAL (2010), l'un des deux facteurs importants qui régit un gouvernement digne de confiance est l'information.

L'information apparaît en effet essentielle pour de meilleures pratiques de gouvernance (SALIH, 2003), la bonne gouvernance s'appuyant sur une confiance accrue entre gouvernants et citoyens, permise par un meilleur accès à l'information et à la transparence. Dans le cas des collectivités locales, différents supports peuvent être mobilisés pour lutter contre l'asymétrie d'information.

Les outils de communication les plus répandus sont en effet les magazines, les sites internet, les dossiers, les rapports d'activité et les communiqués ou les conférences de presse. Ces différents dispositifs permettent ainsi de garder un lien plus ou moins étroit avec les parties prenantes. Pour cette étude, nous mobilisons donc la logique informationnelle comme caractéristique de la gouvernance locale. Elle s'intéresse alors aux mécanismes et outils permettant d'accroître la transparence de la prise de décision politique et de l'action publique en général, tant en interne qu'en externe.²⁰

²⁰ : <https://journals.openedition.org/fcs/3990>

3. Le processus décisionnel :

La prise de décision est une fonction comportementale humaine, qui concerne toute personne ou groupe de personnes (autorité publique, dirigeant, chef d'entreprise, simple fonctionnaire, chef de famille, collectivité, individu et etc.) essayant de faire un choix devant une situation quelconque. La prise de décision est en réalité une manière de simplifier une réalité complexe, qui nous mène vers la résolution d'un problème ou à atteindre un but ou un objectif précis et bien déterminé (tel qu'un choix d'investissement, un choix des études, accepter ou refuser un job, rester ou déménager à une autre ville et etc.) nous sommes tous amenés un jour à faire face à un choix, que ce soit dans de longs ou de brefs délais. Pour cela nous devons prendre en considération toutes les données qui sont à notre disposition pour faire le meilleur choix selon nos critères ; L'information est indispensable à la prise de décision, le coût de recherche d'informations doit être en rapport avec l'enjeu de la décision

4.1 Pour bien réussir le processus décisionnel :

- Comprendre le comportement décisionnel d'un agent face aux situations de choix, résolution d'un problème et/ou atteindre un objectif précis.
- Savoir traiter un problème et prendre une décision en impliquant les acteurs concernés.
- Savoir fixer un objectif et créer une situation de choix en tenant compte des contraintes.
- Être capable de décrire un choix et le relier à une notion de préférence.
- Être capable d'analyser les situations de choix et entreprendre une démarche organisée et logique pour arriver à son objectif ou à choisir une alternative parmi d'autres.
- Prendre connaissance de l'existence de plusieurs acteurs qui peuvent être susceptibles de prendre une décision.
- Faire la différence entre les acteurs impliqués dans le processus décisionnel tant qu'élément influenceur et éléments décideurs.
- Prendre connaissance de l'existence des différents facteurs qui peuvent influencer la décision
- Identifier les obstacles et les contraintes de la prise de décision.²¹

²¹ Module présenté par : Dr IMEKHELAF Rachida Maître de Conférences A Ce module est destiné aux étudiants de troisième année Licence, Spatialités : Analyse Economique et Prospective - Economie Quantitative Département des Sciences Economiques Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales page 5

Chapitre 02 : le rôle de la communication**Introduction :**

Partout où des êtres humains vivent, il y a communication — échange. La communication constitue l'outil par excellence de ces fréquentes interactions.

L'on communique, tous les jours et partout si bien que même refuser de communiquer c'est communiquer qu'on ne veut pas communiquer.

La communication joue un rôle essentiel dans la vie en général. Elle est aussi devenue aujourd'hui un important secteur d'activités avec une dimension industrielle et technologique considérable à un point tel qu'on utilise le terme société de l'information ou de société de la communication pour caractériser la société post industrielle. L'entreprise qui est une micro société ne peut se passer de la communication. Au contraire, elle est le moteur de tout le dynamisme qui s'y dégage.

Ainsi, une société dans laquelle la bonne communication ne s'établit pas s'asphyxie. Car communiquer veut dire «mettre en commun», « communier », « être en relation avec» «faire partager », transmettre. Communiquer, suppose alors le recours aux mots bien sûr, mais aussi les gestes, le regard, l'intonation, le silence etc...

Nous allons aborder dans ce chapitre une petite théorie sur le rôle de la communication et la participation des citoyens dans les collectivités locaux

Section 1 : définition de la communication et son rôle :**1. Définition général de la communication :**

La communication est l'ensemble des processus physiques et psychologiques par lesquels s'effectue l'opération de mise en relation de une ou plusieurs personnes -l'émetteur - avec une plusieurs personnes – le récepteur - en vue d'atteindre certains objectifs. Cette définition est complétée par l'étymologie de mot « communiquer » donnée par Jean BAPLISE FAGER dans son étude sur la communication en groupe (1990) qui souligne deux idées importants dans la communication « la mise en commun et l'engagement »²²

Le mot « communiquer » vient de « COMMUNICAR» qui signifie « mettre en commun », il a la même origine que le mot « commun » qui désigne le « partage responsable»

²²(BOURON .M. Thierry), Structures de communication et d'organisation pour la coopération dans un univers multi-agent, pour obtenir le titre de docteur de l'université paris 6, 1992, p : 30

2. le rôle de la communication dans la gouvernance locale :

La communication joue un rôle crucial dans la gouvernance locale efficace. Elle permet aux administrations locales de :

- Informer les citoyens sur les décisions, les services et les projets en cours.
- Consulter les citoyens sur les questions qui les concernent et recueillir leurs commentaires.
- Encourager la participation des citoyens aux processus décisionnels.
- Renforcer la responsabilisation des administrations locales envers les citoyens.
- Promouvoir la transparence et la confiance entre les administrations locales et les citoyens.
- Favoriser la cohésion sociale et le développement communautaire.²³

Une communication efficace en gouvernance locale implique l'utilisation d'une variété de canaux et de méthodes, tels que :

- Les réunions publiques et les ateliers de participation citoyenne.
- Les sites web et les médias sociaux.
- Les newsletters et les brochures.
- Les campagnes de sensibilisation.
- Les liaisons avec les médias.

Il est important que les administrations locales adaptent leurs stratégies de communication aux besoins et aux préférences de leurs citoyens. Elles doivent également veiller à ce que leurs communications soient claires, concises et accessibles à tous.

Voici quelques exemples concrets du rôle de la communication dans la gouvernance locale :

- Une commune peut utiliser un site web pour informer ses citoyens sur les horaires des collectes de déchets, les permis de construire et les événements locaux.
- Une région peut organiser des réunions publiques pour recueillir les commentaires des citoyens sur un nouveau plan de transport.
- Une ville peut utiliser les médias sociaux pour promouvoir une campagne de sensibilisation sur la sécurité routière.

Une communication efficace est essentielle pour une gouvernance locale réussie. Elle permet aux administrations locales de prendre des décisions éclairées, de répondre aux besoins des citoyens et de bâtir la confiance au sein de la communauté.²⁴

3. les canaux de la communication : (écrite, oral, numérique) :**3.1. Orales : Les moyens oraux :**

L'oral est l'outil de communication le plus ancien, il connaît actuellement un profond renouvellement qui le fait apparaître comme le plus efficace des moyens disponibles.

²³ Paul Mitchell Karla Chaman-Ruiz, *Communication-Based Assessment for Bank Operations*, 2007 P23

²⁴ [UNSDG | 2030 Agenda - Communications](#) consulté le 12 avril 2024

Nous pouvons citer : les réunions, les entretiens et les rencontres interservices.

A. Les réunions :

Les réunions ou conférences permettent de regrouper les collaborateurs afin de leur remettre de vive voix des informations jugées de grande importance et d'avoir un feedback en direct. Ce sont des moments privilégiés au cours desquels les salariés se sentent généralement plus à l'aise pour s'exprimer et parler de leurs difficultés éventuelles.

Ces échanges entre collaborateurs et hiérarchie doivent être organisés régulièrement pour garantir un bon management et une bonne communication dans l'entreprise. S'il n'est pas possible de l'effectuer au sein de l'entreprise, les logiciels de communication à distance comme Skype ou Google HANGOUT peuvent vous mettre en contact vidéo avec les salariés et permettre de réaliser des web conférences.

B. Les entretiens :

C'est un outil de communication qui permet le face à face avec les salariés où les entreprises sont appelées annuellement à le faire en vue d'évaluer leur niveau de motivation dans le travail et les adapter à leur responsabilité vis-à-vis leur tâche.

C. Les rencontres interservices :

Il s'agit des rencontres entre l'ensemble des membres des services de l'entreprise par exemple entre les membres du service comptabilité et ceux du service commercial.²⁵

3.2. Ecrits : - Les moyens écrits :

Dans la plupart des organisations, l'écrit représente la forme légale et la plus importante, il est le moyen le plus ancien qu'on utilise pour la transmission des informations.

Il existe plusieurs supports : Le journal d'entreprise, panneau d'affichage, la lettre personnelle, la boîte à idée (instrument du dialogue) et la documentation.

A. Panneau d'affichage :

C'est un moyen d'informer, de sensibiliser et d'attirer l'attention d'autrui, l'affiche est considérée comme un droit de l'expression des salariés d'une entreprise, faite par les instances représentatives du personnel. Donc l'affichage est un outil souple, rapide à diffuser avec un large impact qui doit être toujours visible, lisible, informative et régulièrement renouvelé.

B. La lettre personnelle :

Un chef d'entreprise fait passer un message aux salariés sous forme de lettre sans aucune contrainte de contenu, il peut faire le point sur l'état de l'entreprise, évoquer un thème brûlant (conséquence d'une nouvelle législation, mis en point sur des bruits qui courent..) et motiver son personnel (réaffirmation du projet de l'entreprise, félicitation adressée au

²⁵ NICOLA d'Almeida, Thierry LIBAERT *La Communication Interne de l'Entreprise*, 2eme éd, DUOD, Paris 2000, P64.

personnes..), la lettre écrite doit être claire (un message personnel développé en quelques paragraphes) brève(recto seulement) simple(accessible à tout lecteur).

C. Le journal d'entreprise :

Le journal d'entreprise constitue l'un des supports privilégiés et les plus répondus pour la communication interne, c'est un média riche et souple qui contient des informations, il constitue une base pertinente d'annonce et de développement d'autres événements de communication interne.

Le journal d'entreprise contient les activités réalisées par des salariés, les nouveaux embauchés, les départs et la stratégie d'entreprise à l'international. Donc le journal d'entreprise peut être régulier (périodique) ou bien selon les besoins et les accotions.

Le journal d'entreprise doit informer, former, refléter tous les métiers courants, les activités d'entreprise, objectifs et attentes d'entreprise.

D. La documentation :

C'est un moyen de communication interne sous forme de livres d'accueil, de plaquettes de présentation ou d'une salle de documentation ayant pour objectif de renseigner les salariés sur le fonctionnement interne et leur donner des informations sur l'accomplissement de leur tâche.

3.3. Numérique : Les moyens électroniques :

L'émergence des nouvelles techniques de la communication en particulier les techniques électroniques est liée à l'informatique ou les entreprises ont remplacé les outils classiques de communication par d'autres outils dont nous citons : l'internet et l'intranet, le message électronique, la vidéo transmission.

A. L'internet :

L'internet est un réseau qui sert pour les recherches scientifique et d'autres activités. En quelques années il a gagné une place de choix pour les échanges entre les employés.

B. L'intranet :

C'est un réseau informatique privé, sécurisé, réservé aux membres d'une même entreprise utilisant les technologies de l'intranet tel que la messagerie et les moteurs de recherche. Il permet la mise en place d'applications de type GROUPWAR où les utilisateurs peuvent accéder à l'information sur n'importe quelle base de données que l'organisation veut rendre disponible à n'importe quel moment et lieu.

Donc les fonctionnalités offertes aux utilisateurs d'un intranet ont tendance à être rassemblées via un portail web qui s'affiche dans un navigateur web comme : (FIRFOX, Internet, Explorer, Opéra ou Google Chrome).

C. Le message électronique :

C'est un outil de travail qui permet d'adresser du courrier ou de simple messages à un ou plusieurs destinataires préalablement sélectionnés, elle permet la diffusion immédiate

d'information mais il peut être toujours une source de conflit si elle est mal utilisée à cause du manque de face à face entre l'émetteur et récepteur.

D. La vidéo transmission :

Consiste à diffuser un programme de télévision spécifique auprès d'un public restreint. Elle permet de diffuser des conférences effectuées par l'entreprise et publier les résultats financiers pour informer les salariés de jour de l'annonce à la presse.

E. La vision conférence :

Cette nouvelle technologie permet de recréer les conditions d'une réunion entre plusieurs personnes géographiquement éloignés et reliés entre elle par un système de télécommunication (son et image étant interactifs), équipées d'un moniteur, d'une caméra vidéo et d'un haut-parleur, ainsi les différentes parties pressantes se voient, comme si elles étaient dans la même pièce. En raison de son cout et de sons aspect technologique, ce mode de communication est encore aujourd'hui réservé aux grandes entreprises.²⁶

Section 2 : la participation des citoyens :**1. L'échange de l'information :****1.1.Définition :**

L'échange de l'information fait Partie intégrante d'une stratégie politique de communication, dans ce cadre les collectivités informe le public, mais sans attendre de retour particulier, la qualité de son contenu est variable.

L'information permet aux experts de présenter et d'expliquer les orientations d'un projet, les choix qui ont été faits et les décisions qui ont été prises. Cette forme de communication permet à la population concernée de prendre connaissance des changements qui vont la toucher. L'information reste toutefois un préalable à toute action publique.

D'ailleurs l'article 10 de la loi « ATR » repris et codifié à l'article L.2141-1 du CGCT prévoit que « Le droit des habitants de la commune à être informé des affaires de celle-ci, à être consultés sur les décisions qui les concernent, est un principe essentiel de la démocratie locale ». La collecte d'information constitue la forme préliminaire de l'appréhension de la préoccupation de la population. Elle peut être réalisée à tous les stades de la préparation d'un projet territorial, d'une manière générale en interrogeant la population en leur expose les enjeux du profit territorial, à l'étude tout en complétant la base d'information.

On profite mieux le bassin de la population qui devra composer avec la décision, et du même coup on reçoit des points de vue sur les savoirs, les valeurs et les préférences. Dans le cadre d'un projet territorial, la limite de la collecte d'information se fait sentir en considérant le retour ou la satisfaction par rapport à l'utilisation de l'information, une fois l'information transmise ou collectée pour le système de pilotage, la suite du processus d'intégration de cette

²⁶ Laetitia LETHIELLAUX, *L'essentiel de la Gestion des Ressources Humaines*, 5eme éd ,2011-2012, P 97.

connaissance est sous le contrôle des planificateurs et décideurs et non pas la population, les décideurs pourront toujours déclarer par la suite qu'ils ont tenu en compte des points de vue de la population.

A. la transparence :

Elle est fondée sur la liberté de la circulation de l'information, les personnes concernées peuvent directement avoir accès aux institutions et ce, sur des aspects qui sont les suivants : Les éléments de projet (technique et politique), et avoir aussi les différentes étapes de prise de décision, communiquer l'arbitrage réalisé, identifier les décideurs et les moments de décision.

B. l'accessibilité :

L'accessibilité dans la participation des citoyens est un principe fondamental qui vise à garantir que tous les citoyens, quels que soient leurs capacités ou leur situation, puissent participer pleinement à la vie démocratique et sociale de leur communauté, L'accessibilité de la participation citoyenne est un défi continu qui nécessite des efforts constants de la part des gouvernements, des organisations et des citoyens. Cependant, il est essentiel de faire en sorte que tous les citoyens puissent participer pleinement à la vie démocratique de leur communauté.²⁷

2. participation des citoyens :**2.1. La définition :**

La participation citoyenne augmente la visibilité et la compréhension des enjeux et donne aux citoyens les moyens de s'impliquer dans les décisions qui touchent leur vie, leur entité de base. Elle donne des occasions aux communautés de contribuer aux processus de décision, ainsi que de se renseigner sur les enjeux qui influencent leur vie au quotidien.

Par la rétroaction, la participation communautaire permet aux gouvernements et institutions d'écouter, puis de montrer comment l'apport des communautés a guidé les décisions. Ceci contribue à bâtir des relations plus riches, plus solides et plus confiantes entre les institutions et les communautés.

2.2. Importance de la participation citoyenne :

La participation citoyenne est de mieux en mieux comprise dans le monde, et sa pratique se répand. De fait, elle est devenue un pilier du bon fonctionnement des démocraties au XIXe siècle. Ce qui la rend désirable, souhaitable et même essentielle ! Elle aide les institutions à nouer avec les communautés des relations fructueuses.

Ces relations rehaussent la qualité de vie à l'échelle locale parce qu'elles expliquent les décisions, qui tendent ainsi à être plus durables et plus équitables Dans sa réflexion sur la

²⁷ [Convention relative aux droits des personnes handicapées | OHCHR](#) consulter le vendredi 7 AVRIL 2024

participation citoyenne NDIAYE (S.D.) fait remarquer qu'elle prend toute sa valeur là où échouent les approches traditionnelles menées par l'exécutif.

Car la participation citoyenne adopte la concertation comme méthode de conception ou de prestation des services. Pour les enjeux complexes, qui se sont avérés résistants aux approches traditionnelles dans les cas où celles-ci entraînent trop d'exclusions, elle assure une meilleure compréhension des besoins et aspirations des communautés. « La participation citoyenne assure une meilleure compréhension des besoins et aspirations des communautés ». Elle stimule et renforce le vivre-ensemble et elle est surtout une facette d'un dialogue entre les institutions et les communautés qui débouchent sur des décisions créatrices de capital social. Ces réussites prennent diverses formes. La participation peut favoriser ou bloquer un changement dans les politiques publiques ou les services et, ce faisant, améliorer la qualité de vie des citoyens au quotidien tout en contribuant à façonner une vision commune de l'avenir. Ses résultats peuvent aussi être porteurs de changements sociaux à grande échelle et avoir des échos aux quatre coins du monde.²⁸

2.3. Avantages de la participation :

La participation publique est un outil de performance qui a comme objectif d'améliorer l'efficacité de la gestion publique par la prise en compte de savoir de la collectivité, de renforcer la capacité d'agir de la collectivité en resserrant les liens sociaux et finalement de renouveler la démocratie.

L'implantation de la population à la décision peut mener aux résultats suivant :

- Mieux répondre aux besoins et intérêts locaux en donnant la possibilité aux décideurs de connaître dès le début les valeurs, les préoccupations, les intérêts et les attentes du milieu. Les autorités municipales éviteront ainsi de s'engager dans une voie inappropriée et de dépenser beaucoup d'énergie à défendre des projets qui ne répondent pas aux besoins et aux attentes de la population, ce qui améliore le rapport de confiance entre les citoyens et les autorités locales et la crédibilité de ces derniers.
- Faire émerger de l'information nouvelle à partir de laquelle on pourra imaginer des solutions qui n'auraient peut-être pas été envisagées, autrement dans l'objectif d'améliorer la transparence dans les décisions politiques et dans la gestion des affaires financières.
- Aider à désamorcer ou à gérer les conflits résultant d'un sentiment d'impuissance et de manque de respect au sein de la population, les membres des collectivités se découvrent au contraire une capacité d'agir, et un pouvoir d'influence, et facilitent leur tâche et la rendre plus claire, promouvoir une citoyenneté active et une démocratie effective.
- Gagner de temps et économiser des ressources en conduisant durablement à la réalisation d'un développement et des solutions concertés durables. On estime généralement que les sommes consacrées à la mise en place d'un processus de

²⁸ Ruffin MAKENGO KUHUSU, *la participation citoyenne à la gouvernance locale et développement des entités territoriales décentralisées*, page 29

participation publique constitue un investissement rentable, en évitant la prise de décision inappropriées ou impopulaires qui peuvent s'avérer très coûteuses à long terme.

- Améliorer la gestion de la ville et de développement locale urbain et le partage de la responsabilité de ce développement entre les autorités et les citoyens.

A. la consultation :

Est une consultation directe des citoyens sur différentes questions locales les concernant, elle permet d'atteindre un niveau supérieur de la participation, elle consiste à sonder l'avis des citoyens et d'en tenir compte dans la prise de décision finale. Selon John JHOMPSON « *consiste uniquement à demander aux gens s'ils approuvent ou non ce qui alors a déjà été choisi* »²⁹

Du plus, la consultation doit être profond, si elle est superficielle, les citoyens ne se sentiront pas écoutés ou reconnus, alors il faut faire des enquêtes d'opinion très souvent dans le cas de la consultation, et peut aller jusqu'à un forum de citoyens.

L'objectif de la consultation est de recueillir préalablement une décision collective, les avis, les opinions et attitudes d'un certain nombre d'acteurs. Dans cette étape de la participation, les autorités cherchent l'idée propre de l'individu. « La consultation consiste le plus souvent à faire exprimer séparément des acteurs, individuels ou représentants de collectifs sur ce qu'ils pensent d'une situation d'un projet » afin de permettre au processus démocratique de se manifester avec le plus de transparence possible. Tout processus de consultation devrait réagir pour une série de règles :

- Rendre accessible toute information pertinente en lien avec l'objet.
- Ne fait aucune discrimination auprès des personnes désirant participer à la consultation.
- Offrit un maximum de transparence quant aux manières de faire des décisions.³⁰

B. l'implication :

L'implication citoyenne peut prendre divers degrés et formes. Dans un document publié en 2002, l'OCDE décrit trois principaux niveaux d'implication de citoyens.

On trouve dans le niveau le plus bas de la participation l'information qui représente une relation unidirectionnelle, de l'organisation ou l'administration publique vers le citoyen. Elle consiste à donner des éléments clairs et précis à la population sur les projets en cours ou à venir.

L'information doit être objective et sincère vis-à-vis du public.

²⁹ Ruffin MAKENGO KUHUSU, *la participation citoyenne à la gouvernance locale et développement des entités territoriales décentralisées*, page 29

³⁰ TMOMSON. John, 2010 « *De l'expérimentation à une pratique renouvelée* ». Concentration citoyenne en urbanisme. La méthode du COMMUNITY planning. Éditions ADELS Paris p16.

L'information est véhiculée la population à travers différents supports : bulletin d'information, brochure de présentation, site Internet, articles de presse, réunions publiques, etc.³¹

Conclusion du chapitre :

En conclusion, la communication est un pilier fondamental de la gouvernance locale efficace. Elle permet aux administrations locales de connecter avec leurs citoyens, de les informer, de les consulter, de les responsabiliser et de construire une relation de confiance.

Une communication efficiente se traduit par une gouvernance plus transparente, inclusive et participative. Elle permet aux administrations locales de prendre des décisions éclairées qui répondent aux besoins et aux aspirations des citoyens.

³¹ HACHEMAOUI BAHIDJEDDINE, intelligence territoriale et développement locale ; problématique de la qualité de vie dans la ville de Bejaia ; filière science économique option : gestion de développement année universitaire 2019/2020.



**CHAPITRE III : CADRE
PRATIQUER**

Chapitre III : cadre pratique**Chapitre 01 : Présentation des données****Introduction :**

Dans les deux chapitres précédents nous avons pu développer les concepts de la gouvernance locale et la communication et la participation des citoyens. Afin de pouvoir répondre à la problématique posée au début, nous avons effectué une enquête de terrain à Bejaia, en allant à la rencontre des acteurs locaux dans l'objectif de recueillir toutes les informations nécessaires à notre analyse. Dans ce qui suit, nous allons essayer d'examiner l'existence ou non d'une gouvernance locale au niveau de la commune de Bejaia, ensuite nous allons déterminer les facteurs qui influencent le choix de la participation des citoyens. C'est pourquoi, nous avons adopté une enquête de terrain par un guide d'entretien comme outil afin de comparer les objectifs suggérée au début de notre travail au terrain étudié.

Section01 : Présentation de l'organisme d'accueil :

SOURCE : Siege APC de Bejaia**1. définition La Commune de BEJAIA:**

La commune est la plus petite Division organique Institutionnelle du Pays. Le Code Communal donne une définition très large de la Commune. Elle est la Collectivité Territoriale, Politique, Administrative, Economique, Sociale et Culturelle de base.

Elle est proche de la Vie des Citoyens. Elle est ainsi le cadre naturel de leurs activités dans la vie Sociale. C'est pourquoi elle doit satisfaire les besoins essentiels de ses Habitants. Elle doit notamment Gérer les Services obligatoires qui lui incombent : Etat civil, Santé, Sécurité, Voirie, enseignement....etc.

la commune de Bejaia centrale est une collectivité locale publique, territoriale de base dotée de la personnalité morale et d'autonomie financière, constitue à la fois une circonscription de l'état qu'elle est obligée de servir, c'est une unité décentralisée, chargée de la mise en œuvre des actions économique, sociales, culturelles et juridique.

Bejaia est une commune située en Algérie, sur la côte méditerranéenne, au nord-est du pays. Elle est connue pour sa riche histoire, sa culture diversifiée et son importance en tant que port commercial.

2. Historique de la commune de BEJAIA:

La Commune de BEJAIA (Saldae, Naceria, Hammadides, Bougie ou encore Bgayet), Riche de ses différences, tant sur le plan Historique que Géographique, est porteuse d'une véritable dynamique de changement.

Chef-lieu de Wilaya depuis 1974, la Ville de BEJAIA a ses limites avec les Communes de Oued Ghir, Tala Hamza, Boukhelifa, Toudja ainsi qu'avec la mer. Si à une époque, elle était constituée de vingt et un (21) quartiers, aujourd'hui, elle s'est développée en intégrant Ighil-Ouazoug, Cité Remla, Tizi, Ihaddaden, Tala Ouriane, Quartier Seghir, Amriw, Sidi Ahmed, Cité Tobbal, Ighil-El-Bordj, Dar Nacer, Smina, Tala Merkha, Boukhiamia, Amtik, Oussama, et bien d'autres Quartiers et villages. En effet, l'urbanisation à BEJAIA a été très Rapide et importante grâce au programme de Développement de la Commune de BEJAIA.

Avant la création de la Commune de BEJAIA, son siège était un Commissariat de Police et un centre pénitentiaire de torture des Algériens durant la colonisation française.

La création de la Mairie de Bejaia remonte de l'année 1854 avec la Création du Service de l'Etat Civil et la création des Registres Matrices en 1890. Son objectif était basé uniquement sur l'élaboration des Actes de Naissance et de Mariages et il n'y avait qu'un nombre très limité de Travailleurs. Mais, aujourd'hui, la Commune de Bejaia est devenue une réelle entreprise avec une Structure Organique.

3. Situation géographique :

3.1. Commune (la ville) de Bejaia :

La ville est adossée au mont de Gouraya situé dans une position nord-ouest. Ce site portuaire, dans l'une des plus belles baies du littoral maghribin et méditerranéenne. Est dominé à l'arrière-plan par la chaîne montagneuse des babor.

Un autre avantage est que la ville est le débouché de la vallée de la soummam, un couloir géographique orienté sud-ouest. Cependant, depuis l'époque où la ville fut une capitale, il existe un divorce entre la ville et la région (Kabylie) lié à la difficulté de s'assurer un arrière-pays. À une échelle macro-régionale, la ville est dos à la région : sa position à l'extrémité de la Soummam la place à l'interface entre Grande et Petite Kabylie.

Mais ces deux ensembles sont renfermés sur eux-mêmes et se cherchent des capitales intérieures (tizi ousou, akbou, kherrata...) en se détournant du littoral. ³²

3.2. Chef-lieu de l'APC :

Le siège de l'APC situé au nord de la ville de Bejaia

Au nord par des propriétés privées.

- Au nord la brise de mer
- A l'est le port.
- Au sud la place guidon.
- A l'ouest les ruelles du quartier et le poste police.

3. Organisation administrative des services : L'organisation administrative des services de la commune De Bejaia est fixée comme suit :

³² Source : archive APC De BEJAIA, consulté 20/03/2024 à 10 :30

Le Décret Exécutif n° 91-26 du 02 février 1991 portant Statut Particulier des Travailleurs Appartenant au Secteur des Communes notamment ses articles 117 et 118 prévoient la Liste des Postes Supérieurs énumérés ci-après au titre de l'Administration Communale :

1. Secrétaire Général de la Commune,
2. Chef de Division,
3. Directeur,
4. Chef de Service,
5. Chef de Bureau,
6. Chef de Section,

Un Arrêté n° 807/SG/2001 du 11 Septembre 2001, fixant le nombre de postes Supérieurs de la Commune de BEJAIA.

5. Mission des différents services :

5.1. Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA :

Gère le patrimoine de la commune, et doit réaliser des résultats concrets tels que : C'est le Premier Magistrat de la Commune de BEJAIA, Elu par la Majorité des Electeurs de ladite Commune qui est désigné pour gérer les Affaires de la Cité et toutes les Activités Sportives, Culturelles liées à cette Population.

Attribution du Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA : Il est Chargé de :

- Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA Représente **l'Etat** au niveau de la Commune ;
- Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA à qualité d'Officier d'Etat civil et d'Officier de Police Judiciaire ;
- Sauvegarder l'Ordre Public et la Sécurité des Personnes et des Biens.
- Sanctionner les atteintes à la tranquillité Publique et tous actes de nature à la compromettre ;
- Prévenir et prendre les dispositions nécessaires pour lutter contre les Maladies Endémiques ou Contagieuses ;
- Empêcher la Divagation des animaux malfaisants et nuisibles ;
- Veiller à la Salubrité des Denrées comestibles exposées à la Vente ;

- Veiller au respect des normes et prescriptions en matière d'Urbanisme ;
 - Délivre les Permis de construire, de démolir et de lotir ;
 - Maintenir le bon Ordre dans tous les endroits publics où ont lieu des Rassemblements de Personnes ;
 - Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA sous l'autorité du Wali est Chargé de la Publication et de l'exécution des Lois et Règlements sur le Territoire de la Commune ;
 - De veiller au bon Ordre, à la Sûreté, à la Sécurité et à la Salubrité Publique ;
 - Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA procède chaque année au Recensement des classes d'âges concernées par le Service National ;
 - Il gère le Fichier du Service National ;
 - Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA prescrit la Démolition des Murs, Bâtiments et Edifices menaçant ruine ;
 - Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA peut procéder à la réquisition des Personnes et des Biens dans le cadre des Plans d'organisation d'Intervention des Secours ;
 - Recrute, nomme et gère, dans les conditions prévues par les Lois et Règlements, le Personnel Communal ;
 - Pourvoir aux mesures relatives à la Voirie Communale ;
 - Veiller à la Conservation des Archives ;
 - Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA Président l'A.P.C, à cet effet, il a la responsabilité de la convoquer, la saisir et des questions de sa compétence ;
 - Rendre compte à l'A.P.C. Régulièrement de la situation générale de la Commune et de l'exécution de ses Délibérations ;
 - Préparer et fixer l'ordre du jour de ses Travaux ;
 - Assurer la Publicité des Délibérations et Travaux de l'A.P.C.
 - Préparer et exécute le Budget Communal ;
 - Veiller à la mise en place et au bon fonctionnement des Services ;
 - Exercer le Pouvoir Hiérarchique sur le Personnel Communal ;
-

5.2. Secrétariat Générale :

Le secrétariat gère les ressources de l'A.P.C, le secrétaire général est nommé par décret présidentiel ou par un arrêté signé par le président de l'A.P.C, visé par les services de la wilaya.

Le secrétaire général est l'assistant direct du premier officier municipal d'une commune et de ses assesseurs élus. Il est chargé de l'application des décisions adoptées au conseil communal. Pour ce faire, il a sous son autorité une équipe pluridisciplinaire et assure la coordination et l'animation de l'ensemble des services, notamment la gestion du personnel.

Le Secrétariat Général de la Commune est chargé sous l'Autorité du Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA :

- De toutes les questions d'Administration Générale,
- D'assurer la préparation des réunions de l'Assemblée Populaire Communale,
- D'assurer l'Exécution des Délibérations,
- D'assurer la Communication des Procès-Verbaux et des Délibérations de L'Assemblée Populaire Communale et Actes à l'Autorité de Tutelle, soit à titre d'Information soit en vue de l'exercice du pouvoir d'Approbation et de Contrôle ;
- D'exercer l'Autorité hiérarchique sur le Personnel et leur Contrôle.

Le secrétariat général est structuré de la manière suivante :

Bureau Courrier : Chargé de la réception et de la diffusion du courrier.

Bureau Synthèse (informatique) : Rédaction des correspondances, des rapports, des comptes rendus, des délibérations et des arrêtés etc...., afin de les transmettre aux services publics (Daïra, Wilaya, Ministère...), et aussi une relation de courrier avec d'autres services.

5-2/Service Administration Générale et Finance :

Elle supervise, gère et inscrit tout dossier et met en œuvre les procédures d'application des lois et règlements, elle veille à la définition des programmes chiffrés notamment, la définition et les budgets.

Ce service regroupe en son sein 02 bureaux :

Section Des Affaires Générales : Chargée de la comptabilité et de finance de la gestion du personnel, de contentement, des élections et autres accessoires.

Section Etat Civile : S'occupe de la civilité des citoyens, délivrance des actes de naissance, de mariage, de décès et aux autres pièces dont le citoyen a besoins, procède aux constitutions

des dossiers pour rectification des erreurs portées sur l'état civil des citoyens, s'occupe des travaux du service national des jeunes de la commune...etc.

Section Action Sociale et Economique : s'occupe de la solidarité (prendre en charge les handicapés, les personnes âgées, les personnes demies, les aveugles, s'occupe aussi des dossiers des malades ironiques et attribue des contrats de travail de la direction de l'action sociale aux chômeurs.

5.3. Bureau des Finances du Personnel et des moyens Généraux :

5.3.1 Section de Personnel : S'occupe des recrutements sur décision du secrétaire général et de la voie hiérarchique, s'occupe aussi du mouvement du personnel, les avancements, promotions, sécurités sociales tous ce qui les concerne en droits ou en obligations.

5.3.2 Section des Finances et de la Comptabilité :

Procède au mandatement des factures, établissement de la paie et confection des budgets de la commune...etc.

5.3.3 Section Moyens Généraux et Magasin :

Section Moyens Généraux : le service moyen général s'occupe de plusieurs taches à la fois. C'est un service complexe et vaste, il approvisionne l'A.P.C en produit, fourniture de bureau, les équipements et l'entretien du patrimoine de l'A.P.C.

Section magasin : Entrée et sortie des produits d'exploitations et stockages des écarts de la marchandise.

5.4 Service Technique :

S'occupe de tous les travaux relatifs aux applications de la procédure des marchés publics et conventions. Cette structure est chargée de participer :

- A l'élaboration des projets et aux suivis de réalisation.
- Inspecter l'état d'avancement des travaux neufs.
- S'enquérir les degrés de réalisation de travaux d'entretiens.
- De diriger avec ses éléments humains les opérations de réalisation et d'accomplissement des tâches et travaux.
- D'encadrer techniquement les collectifs, les groupes et le personnel de maitriser d'exécuter.

5.4.1 Bureau D'étude et d'urbanisme et de l'équipement :

Section Des Etudes : Est une section qui chargée des études des dossiers du permis de construire, comme (étude des plans d'architecture).

Section D'urbanisme et de la Coordination : reçoit les demandes et les dossiers des citoyens pour l'établissement des certificats de possessions des permis de construire, des certificats de conformité, s'occupe de l'alignement et tous les travaux liés à ce service.

Service D'équipement : Est un service qui s'occupe de suivi, des études, et la réalisation des projets de développement communal.

5.4.2 Bureau d'entretien :

Section voirie (chantier): entretien des voiries, entretien des caniveaux de drainage dès l'eau pluviale.

Assainissement : désinfection et chaulage des fontaines phénoliques, ramassage des poubelles et incinération des décharges publiques, désinfection du matériel des cantines (cite rues).

Parc et Atelier : est un service du patrimoine communal concernant tout le matériel du parc (Engins, niveleuses, camions, tracteurs, dumpers, voitures, bus...etc.).

6. Le rôle de l'APC de Bejaia:

L'APC est une unité décentralisé chargée de la mise en œuvre de l'action économique, sociale, culturelle et juridique. C'est l'administration la plus proche de citoyen à sa tête un président (M.TIKHEROUBIN ABED EL KAOUI) élu par la population de la commune de Bejaia (élection communale de 2022). Et un secrétariat général qui gère toutes les affaires administratives.³³

³³ Ibid. 08/04/2024 à 15 :30

Section 2 : Section 02 : Etapes de réalisation de l'enquête (pré-enquête, période de l'enquête définitive) :

1. La pré-enquête :

Une pré-enquête est une investigation préliminaire menée avant une enquête plus approfondie. Elle vise à : Clarifier les objectifs de l'enquête et les questions de recherche Identifier la population cible et les méthodes de collecte de données Tester les outils de collecte de données, tels que les questionnaires ou les guides d'entretien Réaliser une première collecte de données pour affiner les hypothèses de l'enquête.³⁴

Notre pré-enquête s'est déroulée du 20/03/2024 jusqu'à 21/05/2024 au sein de l'assemblée populaire communale de Bejaia , wilaya de Bejaia, en effectuant des visites de chaque services de l'APC (service technique, service personnelle, état civil, informatique, service de cellule de communication et secrétaire général) pour collecter les informations concernant la communication et la participation des citoyens au sein d'une collectivité locale dans l'assemblée populaire communale (l'APC) de Bejaia, nous avons contactés en premier, l'adjoint chef-lieu MR MERZOUK EL HASSAN, nous avons entretenu avec lui sur le rôle de la communication dans la gouvernance locale et la participation des citoyens, et réglementations aux employés et aux citoyens de la commune de Bejaia .

Ensuite nous avons eu des visites au secrétariat général, nous avons contacté Mr AISSA MOUKHTARI et Mr KHERAZ BOUBKAR et BELKHIR NABIL et à travers les visites qui s'est suivi, nous avons eu des discussions avec les autres salariés et même avec les citoyens lors de la journée de réception, qui nous ont permis ensuite d'apercevoir le fonctionnement de la communication dans la gouvernance locale et comment les citoyens participent a (l'APC) pour bien approfondir notre thème.

1.1 Le déroulement de l'enquête : Le lieu de notre enquête s'est déroulé au sein de l'assemblée populaire communale De Bejaia. En revanche la durée de l'enquête définitive a débuté du 20/03/2024 jusqu'au 21/05/2024, nous avons réalisées des entretiens avec les salariés qui travaillent au sein de la commune, en plus nous

³⁴La recherche en sciences sociales : " *théorie et pratique*" par Michel Dubois (2007).

avons faits des observations pendant les visites que nous avons effectuées à l'APC de Bejaia.

Chapitre 02: Présentation des résultats :

Section 01 : Analyse et interprétation des données :

Dans cette section nous avons illustrées pour la partie pratique, l'analyse des données et interprétation des résultats, et la détermination des caractéristiques des membres de notre échantillon d'étude au sein de l'assemblée populaire communale (l'APC) de Bejaia.

Ces caractéristiques constituent l'ensemble des informations sur les enquêtés selon : l'âge, sexe, expérience professionnelle, service/poste occupé, pour marquer la tendance des enquêtés. Nous avons commencé par la présentation des caractéristiques personnelles des enquêtés sous forme des tableaux simple comme suite :

ANNEXE01/ Les caractéristiques personnelles des enquêtés :

Tableau N° 01 : La répartition des enquêtes selon sexe :

Sexe	Effectifs
Masculin	4
Féminin	2
Total	6

Source : enquêtes

Ce tableau représente les caractéristiques de nos enquêtés selon le sexe :

D'abord, nous avons observées que le sexe masculin regroupe 04 enquêtés, et le sexe féminin regroupe 02 enquêtés. Donc le nombre féminin et la moitié du nombre masculin dans notre recherche dans le commun de BEJAIA.

Tableau N°02 : La répartition des enquêtés selon catégories d'âge :

Catégories d'âge	Effectifs
[35-45 ans]	2
[45-55 ans]	3
[55-65 ans]	1
Totale	6

Source : enquêtes.

Nos interviewés se répartissent selon trois tranches d'âges. Les données de ce tableau montrent que la majorité des interviewés sont situés dans la catégorie d'âge [45-55ans], tandis que la catégorie d'âge [35-45ans] enregistré 02 effectifs, suivie de la catégorie d'âge [55-65ans] qui enregistré 01 enquêté.

Par rapport aux classes ci-dessus, on distingue que la majorité des interviewés se sont de catégories d'âge [45-55ans]. Cela explique par le fait qu'ils font partie de la catégorie active, en particulier parce qu'ils ont des expériences de travail, de la maturité, et des connaissances en matière de communication avec autrui, créateurs de capacité d'adaptation aux nouvelles technologies d'information et de communication, qui est devenues de plus en plus un moyen d'efficacité pour les institutions publique qui nécessite une longue expérience et beaucoup de savoir-faire.

Tableau N°03: La répartition des enquêtés selon expérience professionnelle :

Expérience professionnelle	Effectifs
[01-05ans]	0
[05-10ans]	2
[10-15ans]	4
Totale	6

Source : enquêtes.

D'après le tableau ci-dessus, il apparaît qu'il y a un pas d'effectifs qui ont moins d'expérience de Cinq ans. Seulement 02 enquêtés entre (05-10 ans) d'ancienneté au sein de l'APC de BEJAIA, ce qui fait d'eux les moins expérimenté de notre échantillon. Par contre, quatre enquêtés ont de (10-15 ans) d'ancienneté au sein de l'APC de BEJAIA. Nous pouvons retenir que la majorité des enquêtés sont expérimentées depuis des années dans l'APC de BEJAIA. Ce niveau d'expérience du personnel peut évidemment constituer un privilège pour les salariés qui travaillent dans l'APC, grâce à leur connaissance du travail et leur expérience obtenue dans l'administration.

Après avoir présenté toutes les caractéristiques personnelles de notre échantillon d'étude, nous avons entamés l'analyse et l'interprétation des résultats des données recueillies essentiels répartis selon nos objectifs de départ. Pour ce faire nous avons procédées à la catégorisation des réponses des enquêtés.

ANNEXE02/ Présentation et analyse des données collectées sur le terrain :

1. Nombre de citoyen dans votre APC.

Pour cette question nous voudrions savoir le nombre de citoyen dans la commune de BEJAIA. D'après les résultats de la majorité des enquêtés, se déclare que chaque année le nombre de citoyen change, un enquêté exprime que : enquêté : « pour l'année 2024, le nombre de citoyen dans l'APC De BEJAIA est : 197000 habitants » ;

Avec un nombre aussi élevé de citoyens, soit 197 000 en 2024, dans l'APC de BEJAIA, on peut constater une communauté importante et diversifiée. Cette taille de population souligne l'importance d'une communication et d'une relation efficaces entre les élus et les citoyens pour répondre aux besoins et aux attentes d'une population aussi nombreuse. La gestion et la gouvernance de la commune doivent être adaptées pour garantir une participation citoyenne significative et une prise de décision transparente et inclusive.

2. Quelle sont les canaux de communication que vous utilisez

L'objectif de cette question, est de savoir c'est quoi les canaux de communication utiliser au sein de la commune de BEJAIA ;

Enquêté : « Les canaux de communication que l'APC peut utiliser comprennent généralement les réunions publiques, les communiqués de presse, les réseaux sociaux (page officiel Facebook: cellule de communication de la commune de BEJAIA) les sites web, l'affichage publics, les brochures et les lettres d'information. Ces canaux aident l'APC à communiquer efficacement avec les citoyens et à diffuser des informations importantes ».

Avec les canaux de communication variés utilisés par l'APC de BEJAIA, tels que les réunions publiques et les dialogues ouverts, on peut constater un réel effort pour favoriser l'interaction et l'engagement des citoyens. Ces initiatives montrent l'importance accordée à la transparence et à l'inclusion des habitants dans le processus décisionnel de la commune, ce qui contribue à renforcer la confiance et la participation des citoyens.

3. Quels sont les principaux défis auxquels notre commune/collectivité est confronté actuellement :

Enquêté : « Les principaux défis auxquels notre commune est confronté actuellement tels que l'urbanisation rapide, la gestion de déchets, l'accès à l'eau potable, l'amélioration des instructeurs, la création d'emplois, et la préservation de l'environnement naturel de la région ».

Avec des défis majeurs tels que l'urbanisation et la gestion des déchets, l'APC de BEJAIA est confrontée à des enjeux cruciaux pour assurer le bien-être et la qualité de vie des citoyens. Ces défis nécessitent une approche proactive et des solutions durables pour répondre aux besoins croissants de la population et pour préserver l'environnement local. En surmontant ces obstacles, l'APC peut renforcer son efficacité et sa pertinence dans la gestion des affaires communales.

4. Comment vous considérer la relation et la communication qu'il Ya entre les élus et les citoyens :

A travers cette question nous voudrions évaluer la relation qu'il y a entre les élus et les citoyens

Dans cet élément les réponses recueillies de nos enquêtés, la majorité affirme que L'APC de BEJAIA considère la communication et la relation entre les élus et les citoyens comme essentielles pour une gouvernance transparente et efficace. Enquêté : « Nous favorisant un dialogue ouvert, nous organisant des réunions publiques, une journée de réception des citoyens et nous utilisons des canaux de communication variés, l'objectif est de renforcer la confiance de l'engagement des citoyens dans le processus décisionnel de la commune ».

Si l'APC met en place cette bonne pratique vraiment, nous pouvons constater une meilleure implication des citoyens, une transparence accrue dans les décisions prises, et une gouvernance plus démocratique et participative.

En conclusion, une communication et une relation efficace entre les élus et les citoyens peuvent conduire à une meilleure gouvernance locale et à une communauté plus engagée dans les affaires de la commune.

5. Comment évaluez- vous la collaboration et la communication entre les différents élus de la collectivité :

L'évaluation de la collaboration et la communication entre les délégués élus de la collectivité enquêtée : « c'est à partir de la fréquence et la qualité des réunions entre les élus, et la fluidité des échanges d'information et la cohérence des décisions prises collectivement.

Ces éléments peuvent donner un aperçu de l'efficacité de la communication et de la collaboration au sein de la collectivité ».

Puisque la collectivité a mis en place une communication et une collaboration efficace entre ses élus, on peut constater une meilleure transparence dans la prise de décision, une plus grande cohésion dans les actions entreprises, et une participation citoyenne accrue.

En conclusion, une communication et une collaboration bien établies au sein de la collectivité peuvent conduire à une gouvernance plus ouverte, inclusive et efficace, bénéficiant à l'ensemble de la communauté.

Section 02 : réponses aux questions :

1. Réponse à la question générale de la recherche :

« Comment expliquer l'importance de la communication dans l'amélioration de la transparence aux informations et permettre la promotion et la facilitation des citoyens ? »

Dans le cadre de notre pratique et de notre thème de mémoire sur la gouvernance locale et la communication, l'importance de la communication dans l'amélioration de la transparence et la promotion de la participation citoyenne est cruciale. Une communication efficace permet de diffuser des informations claires et accessibles aux citoyens, renforçant ainsi la confiance et la compréhension mutuelle entre les institutions locales et les résidents. En favorisant la circulation ouverte des données et en encourageant le dialogue avec les citoyens, la communication contribue à une gouvernance plus transparente et démocratique. Elle facilite également l'implication des citoyens dans les processus décisionnels en leur offrant des opportunités de participation et de contribution active. En mettant en place des canaux de communication ouverts et en encourageant le partage d'informations, les institutions locales peuvent promouvoir une culture de transparence et de collaboration qui renforce l'engagement citoyen et la qualité de la gouvernance.

Dans le cadre pratique de notre problématique de recherche sur la communication transparente en gouvernance locale, voici quelques pistes de réponse que nous pouvons explorer :

- La mise en place de portails en ligne pour rendre les informations gouvernementales facilement accessibles aux citoyens.
- Organiser des réunions publiques régulières pour discuter ouvertement des décisions prises et recueillir les commentaires des citoyens.
- Mettre en place des outils de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact de la communication transparente sur le niveau de confiance des citoyens.
- S'inspirer des bonnes pratiques de communication transparente dans d'autres collectivités pour les adapter à ton contexte spécifique.
- Identifier les obstacles potentiels à une communication transparente efficace et proposer des solutions pour les surmonter.

2. réponse a les deux sous question :

Pour notre cadre pratique, voici comment nous pouvons répondre à nos deux sous questions :

1. Renforcement de la confiance des citoyens :

Pour renforcer la confiance des citoyens dans les processus de gouvernance locale, il est essentiel d'adopter une approche de communication transparente. Cela peut se faire en mettant en place des portails en ligne où les citoyens peuvent accéder aux informations clés sur les décisions prises, les budgets alloués et les projets en cours. Les réunions publiques et les consultations citoyennes ouvertes peuvent également contribuer à instaurer un climat de confiance en permettant aux citoyens de s'exprimer et d'être entendus.

2. Favoriser l'implication citoyenne dans la prise de décision :

Pour encourager l'implication active des citoyens, il est important d'adopter une approche participative dans la communication. Les institutions locales peuvent organiser des ateliers de consultation, des sondages en ligne et des groupes de travail collaboratifs pour permettre aux citoyens de contribuer aux décisions. En impliquant les citoyens dès le début du processus

décisionnel et en leur fournissant des informations claires et accessibles, on favorise une participation citoyenne plus significative.

3. Amélioration des pratiques de communication interne :

Pour améliorer la communication interne au sein des institutions locales, il est recommandé de mettre en place des canaux de communication efficaces. Cela peut passer par l'utilisation de plateformes de collaboration en ligne pour partager les informations entre les différents services, la mise en place de réunions régulières pour favoriser l'échange d'informations et la transparence, ainsi que la formation du personnel sur les bonnes pratiques de communication. Une communication interne efficace est essentielle pour garantir une coordination harmonieuse entre les acteurs de la gouvernance locale.

En mettant en œuvre ces approches, nous pouvons renforcer la transparence, favoriser l'implication citoyenne et améliorer la communication interne au sein des institutions locales.



**CONCLUSION
GENERALE**

La communication, aujourd'hui joue un rôle fondamental dans la promotion de la gouvernance au sein d'une collectivité locale. Une communication efficace, transparente et inclusive permet de renforcer la confiance entre les responsables politiques et les citoyens, et de favoriser la prise de décisions éclairées. L'objet de notre travail, consiste à comprendre l'existence de la communication et son importance sur le service de la gouvernance au niveau de l'assemblée populaire communale de BEJAIA. A cet effet, nous avons suivi une démarche basée sur les données collectées sur le lieu de stage (l'A.P.C) de BEJAIA et sur des informations tirées des différents entretiens réalisés avec les salariés qui travaillent au sein de différents services dans cette APC. En plus des observations que nous avons effectuées au cours de notre stage.

Nous avons analysé notre problématique selon deux perspectives : théorique et empirique :

- L'analyse théorique, nous a permis d'explorer les différents aspects de Communication au service de la gouvernance au sein d'une collectivité locale, car elle joue un rôle crucial dans l'APC de BEJAIA, elle facilite la transmission d'information, favorise la participation citoyenne, la coordination interne et renforce la transparence.
- L'analyse empirique, à travers l'étude de cas de l'assemblée populaire communale de BEJAIA, a abouté aux résultats suivants :

Les résultats montrent qu'une communication transparente et ouverte contribue à lutter contre la corruption et les pratiques peu éthiques. En rendant compte de manière régulière des dépenses publiques et en informant les citoyens sur l'utilisation des ressources. Nous avons confirmé que la communication au sein de l'APC de BEJAIA instaure une culture de responsabilité et de reddition de comptes.

A travers notre modeste recherche, nous avons essayé d'apporter un éclairage sur le rôle et l'importance de la communication dans la gestion de la gouvernance dans l'assemblée populaire communale(l'APC) de BEJAIA d'après notre recherche menée auprès des salariés et l'analyse des résultats auxquels nous avons aboutis, que la communication au sein de l'APC de BEJAIA influence sur le pilotage de la gouvernance et mène à renforcer la relation entre les gouvernants et les citoyens. Nous avons remarqué que la communication ne doit pas être considérée uniquement comme un moyen de diffuser des informations, mais aussi comme

un processus d'écoute et de dialogue. Les dirigeants locaux doivent être ouverts aux préoccupations et aux opinions des citoyens, et intégrer ces retours dans leur prise de décision. La communication exige donc une attitude de respect, d'écoute active et de réceptivité envers les préoccupations des citoyens.

Nous concluons que, si en utilisant la communication comme un outil puissant et en l'intégrant de manière transversale dans toutes les sphères de la gouvernance locale que nous pouvons véritablement construire un avenir meilleur pour nos communautés.

Liste bibliographique :

Liste des ouvrages :

- Nathalie DORIANE, *Techniques de communication édition* Copyright 2022,
- 22 ALLAL Amin, 2007, « *Développement international et promotion de la démocratie : à propos de la gouvernance locale au Maroc* », L'Année du Maghreb III,

¹Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL),

Maurice ANGERS,

- Omar AKTOUF, *Métrologie des sciences et approche qualitative des organisations*. Montréal : les presses de l'université du Québec, 1987,
- Quivy RAYMOND et autres, *manuel de recherche en science sociales*, 4 éd, DUNOD, Paris, 1995.
- Janine BREMOND, Alain GELEDAN, « *Dictionnaire d'économie et de science humaines* », Hatier, Paris 1997,
- Maurice ANGERS.
- RGUENE A et BANAT R(2009) *construction territoriale et développement local : l'exemple d'Alep en Syrie* ». *In revue d'économie régionale et urbaine*,
- François-Xavier Merrain (1998), *Revue Tiers Monde*, L'État-providence «Que sais-je?».
- (BOURON .M. Thierry), *Structures de communication et d'organisation pour la coopération dans un univers multi-agent*, pour obtenir le titre de docteur de l'université paris 6, 1992.
- Paul Mitchell Karla Chaman-Ruiz, *Communication-Based Assessment for Bank Operations*, 2007
- NICOLA d'Almeida, Thierry LIBAERT *La Communication Interne de l'Entreprise*, 2eme éd, DUOD, Paris 2000.
- Laetitia LETHIELLAUX, *L'essentiel de la Gestion des Ressources Humaines*, 5eme éd ,
- FAO (2002). *La communication pour le développement*. Rome,
- Ruffin MAKENGO KUHUSU, *la participation citoyenne à la gouvernance locale et développement des entités territoriales décentralisées*.

- TMOMSON. John, 2010 « *De l'expérimentation à une pratique renouvelée* ». Concentration citoyenne en urbanisme. La méthode du COMMUNITY planning. Éditions ADELS Paris.
- HACHEMAOUI BAHIDJEDDINE, intelligence territoriale et développement locale ; problématique de la qualité de vie dans la ville de Bejaia ; filière science économique option : gestion de développement année universitaire 2019/2020.
- **SOURCE : Siege APC de Bejaia**
- La recherche en sciences sociales : " *théorie et pratique*" par Michel Dubois (2007).

Liste des sites :

- http://www.i-manuel.fr/RESTMG_MO/RESTMG_MOpart1dos1TH3doc15.htm
- : <https://journals.openedition.org/fcs/3990>
- <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/communication/17561>
- <http://www.cnrtl.fr/etymologie/participation>
- [UNSDG | 2030 Agenda - Communications](#)
- [Convention relative aux droits des personnes handicapées | OHCHR](#)

Liste des mémoires :

- GABRIEL Riel-Salvatore, *Mémoire exigence partielle de la maîtrise en étude urbaines*, septembre 2006.
- Mémoire la participation des citoyens à la prise de décision des collectivités locales cas de la commune de MAATKAS.
- Module présenté par : Dr IMEKHELAF Rachida Maître de Conférences A Ce module est destiné aux étudiants de troisième année Licence, Spatialités : Analyse Economique et Prospective - Economie Quantitative Département des Sciences Economiques Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales.

- 
- 
- HACHEMAOUI BAHIDJEDDINE, intelligence territoriale et développement locale ; problématique de la qualité de vie dans la ville de Bejaia ; filière science économique option : gestion de développement année universitaire 2019/2020.



ANNEXES :

Anexe01 : guide d'entretien de l'étude

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES.

DEPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES.

Thème

**L'importance de la communication et de participation citoyenne dans la
gouvernance locale.**

Etude de cas l'assemblée populaire communale (l'A.P.C) de Bejaïa.

Guide d'entretien

Dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de recherche en vue de l'obtention d'un master en sciences de l'information et de communication (SIC), spécialité communication et relation publique, sous le thème «**L'importance de la communication et de participation citoyenne dans la gouvernance locale.** ». Nous vous prions de bien vouloir nous accorder un peu de votre temps. Pour répondre à cette série de question avec une certaine précision et honnêteté possible, afin d'obtenir des résultats fiable et représentatifs pour un travail scientifique. Nous tenons à vous préciser que vous réponses seront exploitées dans un cadre scientifique.

Présenté par :

SACI CYLIA

SAHLI DJALLEL

Encadré par :

TILIOUA ABED

Guide d'entretien :

Notre guide d'entretien est constitué de (08) questions que nous avons réparties en deux axes :

AXE N°1 : Les données personnelles :

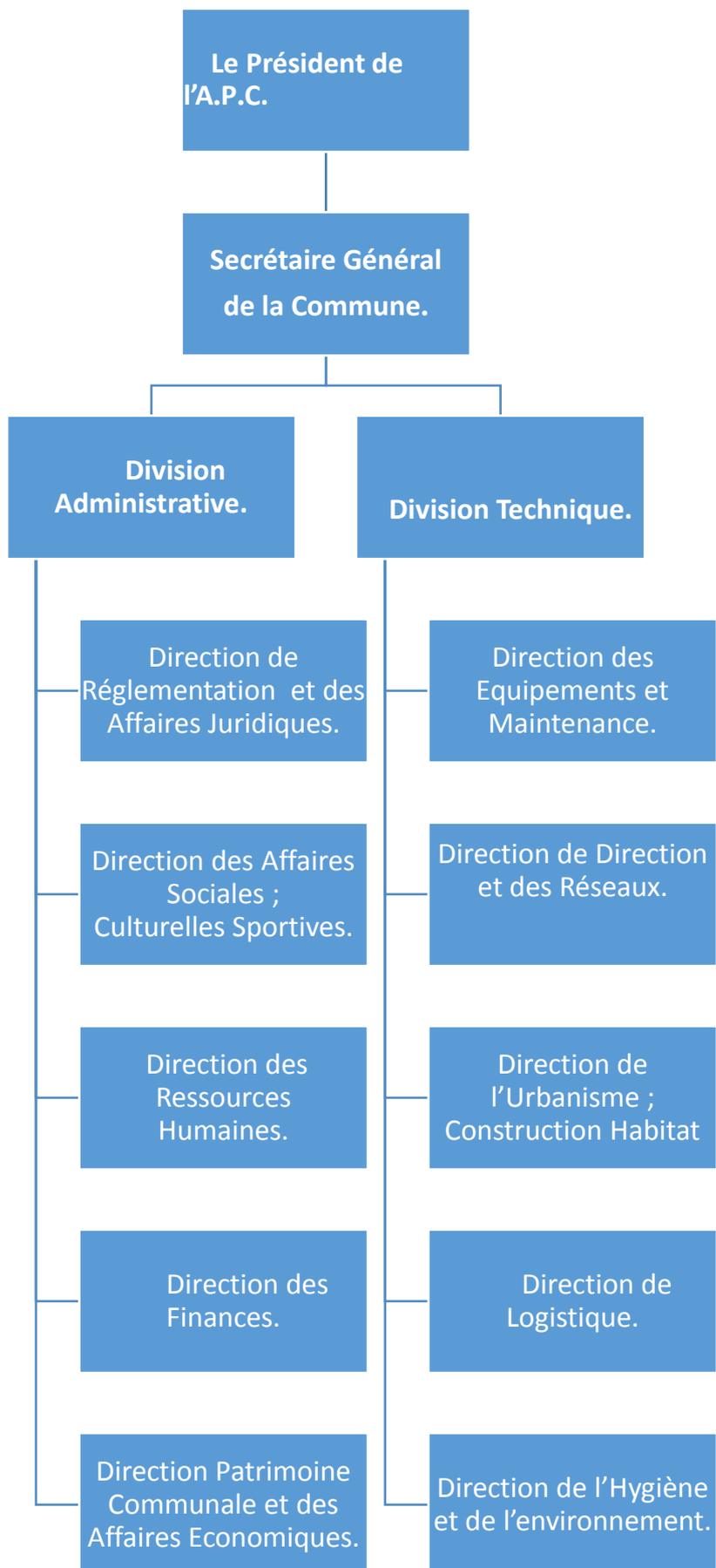
- Sexe
- Age
- Expérience professionnelle

AXE N°2 : les questions directes

- Nombre de citoyens de votre APC ?
- Les canaux de communication que vous utilisez ?
- Quels sont les principaux défis auxquels votre commune/collectivité est confronté actuellement
- Comment vous considérer la relation et la communication qu'il y a entre les élus et les citoyens ?
- Comment évaluez-vous la collaboration et la communication entre les différents élus de la collectivité ?

Annexe 02 : image de l'APC de BEJAIA





Annexe 03 : Images relative de l'APC de BEJAIA :



Annexe 04 :

Décret exécutif n° 90-98 du 27 mars 1990 portant désignation du conseil d'administration du centre d'ingénierie et d'expertise financière.

Le Chef du Gouvernement ;

Vu la Constitution et notamment son article 81-3° ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques et notamment ses articles 51 à 54 ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988, modifiée, relative à la planification ;

Vu la loi n° 88-05 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 90-07 du 1^{er} janvier 1990 portant création du centre d'ingénierie et d'expertise financière et notamment ses articles 6 et 7 ;

Décree :

Article 1^{er}. — Sont nommés membres du conseil d'administration du centre d'ingénierie et d'expertise financière à titre *intuitu personae* pour une période de six (6) ans :

Messieurs :

— Abdelmoumen	Benmalek
— Abderrahmane Roustoumi	Hadj Nacer
— Brahim	Bouzeboudjen
— Ramdane	Lokmane
— Abdelkader	Belgherbi
— Ahmed	Charef
— Ferhat	Mecibah
— Chérif	Idjakirene
— Saïd	Lanoumi

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 mars 1990.

Mouloud HAMBROUCHE.

Décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative, à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant.

Le Chef du Gouvernement ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 68-214 du 30 mai 1968 fixant les dispositions spéciales applicables aux fonctionnaires communaux ;

Vu le décret n° 73-137 du 9 août 1973 fixant, en matière de déconcentration de gestion des personnels, les conditions d'application de l'ordonnance n° 69-38 du 28 mai 1969 portant code de wilaya ;

Vu le décret n° 84-10 du 14 juin 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques, notamment son article 37 ;

Vu le décret n° 86-276 du 11 novembre 1986 fixant les conditions de recrutement des personnels étrangers dans les services de l'Etat, des collectivités locales, établissements, organismes et entreprises publiques ;

Décree :

Article 1^{er}. — Sauf dispositions contraires prévues par la réglementation en vigueur, le pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents publics est conféré :

— au ministre pour ce qui concerne les personnels de l'administration centrale ;

— au wali pour ce qui concerne les personnels de la wilaya ;

— au président de l'assemblée populaire communale pour le personnel de la commune ;

— au responsable de l'établissement public à caractère administratif pour les personnels de l'établissement.

Demeurent de la compétence de l'autorité centrale habilitée par la réglementation en vigueur :

— la réglementation de la mobilité des personnels et de l'équilibre global des effectifs ;

— la réglementation en matière de formation, de perfectionnement et de recyclage ;

— la réglementation en matière d'ouverture et d'organisation des concours et examens professionnels ;

— le recrutement et la gestion des personnels étrangers ;

Art. 2. — Peuvent être accordés à tout responsable de service le pouvoir de nomination ainsi que le pouvoir de gestion administrative des personnels placés sous son autorité.

Dans ce cadre, le responsable de service reçoit délégation par arrêté du ministre concerné, pris après avis de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 3. — Des aménagements au pouvoir de nomination et/ou de gestion administrative, compatibles avec les besoins propres de certains corps de fonctionnaires, peuvent être apportés par arrêté du ou des ministres

concernés et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 73-137 du 9 août 1973 susvisé.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 mars 1990.

Mouloud HAMROUCHE

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret exécutif du 27 mars 1990 mettant fin aux fonctions de directeurs généraux d'entreprises socialistes à caractère économique devenues entreprises publiques économiques.

Par décret exécutif du 27 mars 1990, en exécution des lois n° 88-01 ; 88-03 et 88-04 du 12 janvier 1988 et suite à la transformation juridique des entreprises socialistes à caractère économique en entreprises publiques économiques, société par actions; il est mis fin aux fonctions de directeurs généraux d'entreprises socialistes à caractère économique exercées par :

Messieurs :

- Mustapha Abderrahim (CAAT)
- Akli Ait Yahia (ORLAC)
- Sebti Othmane Boussadia (ENCC)
- Mourad Bouri (INFORMATHYD)
- Mouloud Belkebir (SAIDAL)
- Nour Eddine Berrah (ENSI)
- Maâchou Boumelik (EPTP Sidi Bel Abbès)
- Mohamed Yacine Benmahmoud (TVC)
- Mohamed Belhocine (E.C Sidi Moussa)
- Mohamed Chérif Belhameur (L.T.P. Est)
- Abdelbaki Benabdoun (KAHRIF)
- Djelloul Bendjedid (EMAC)
- Kaddour Benseghier (CTH)
- Mohamed Boutchacha (EN.TPL)
- Ahmed Boubekour (ERCC)
- Mohamed Chouai (KANAGHAZ)
- Mohamed Arab Djema (KAHRAKIB)
- Mohamed El Kebir Benzaghoul (SOTRAMO)
- Ahmed Fodil Bey (ONAFEX)
- Abderrahmane Ghernaout (ENROS)
- Benaïssa Hakka (BNEF)
- Rachid Hammouche (ENCG)
- Bouzid Hammiche (BNEDER)

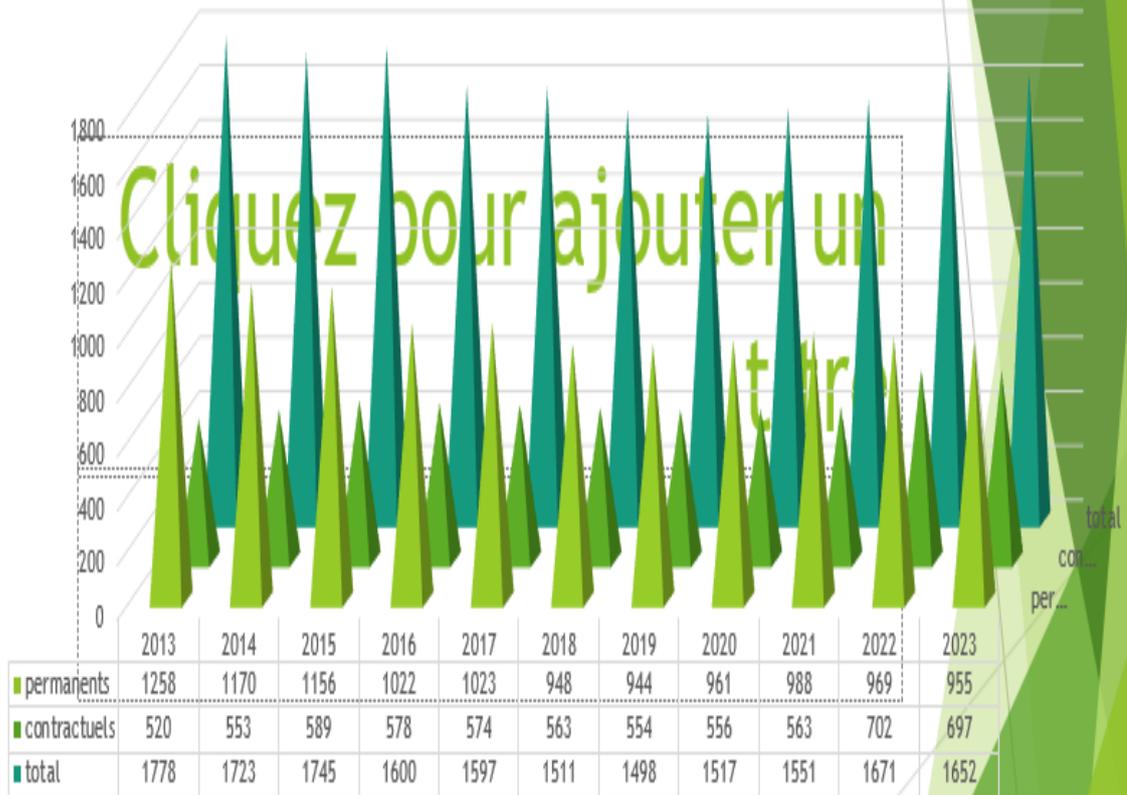
- Abdelaziz Krissat (ENTP)
- Belkheir Kertous (EPTP Béchar)
- Mahmoud Sélim Louhibi (EP. Oran)
- Hocine Azouaou Mettouchi (ENADITEX)
- Hamza Masmoudi (SONACOB)
- Abderrahmane Makhoukh (ENGI)
- Lazarme Mahmoudi (EPTP Oran)
- Nour Eddine Meribout (SETA)
- Mohamed Maharrar (EP. Ghazaouet)
- Naceur Nouar (SET)
- Ali Ouarts (ENAGEO)
- Hachemi Oussalah (Hydro-Projet-Centre)
- Mohamed Raouraoua (SN.ANEP)
- Atman Sahnoun (EGCT Sidi Fredj)
- Mustapha Semmoud (ENOPHARM)
- Salah Eddine Senni (EGT Centre)
- Mokhtar Touimer (EN. AMC)
- El Amine Tabet-Derraz (ECO)
- Belkhaled Taïbi (SETO)
- Abdelouahab Titah (EGT Annaba)
- Abdelhamid Taright (COSIDER)
- Brahim Thamin (LTP Centre)
- Hachemi Yakoubi (EP TVO)
- Zakaria Ziad (SETS)

Ces fins de fonctions prennent effet à la date de ladite transformation par acte authentique.

Sont abrogés les décrets de nomination concernant les intéressés en date du 1^{er} décembre 1980, 20 juillet 1981, 1^{er} décembre 1982, 1^{er} Avril 1983, 1^{er} octobre 1983, 1^{er} décembre 1983, 1^{er} septembre 1984, 1^{er} février 1985, 1^{er} avril 1985, 1^{er} septembre 1985, 1^{er} octobre 1985, 1^{er} décembre 1985, 1^{er} novembre 1986, 1^{er} décembre 1986, 1^{er} janvier 1987, 1^{er} mars 1987, 1^{er} Avril 1987, 1^{er} juin 1987, 1^{er} juillet 1987, 1^{er} septembre 1987, 31 octobre 1987, 1^{er} décembre 1987, 1^{er} février 1988 et du 2 avril 1988.

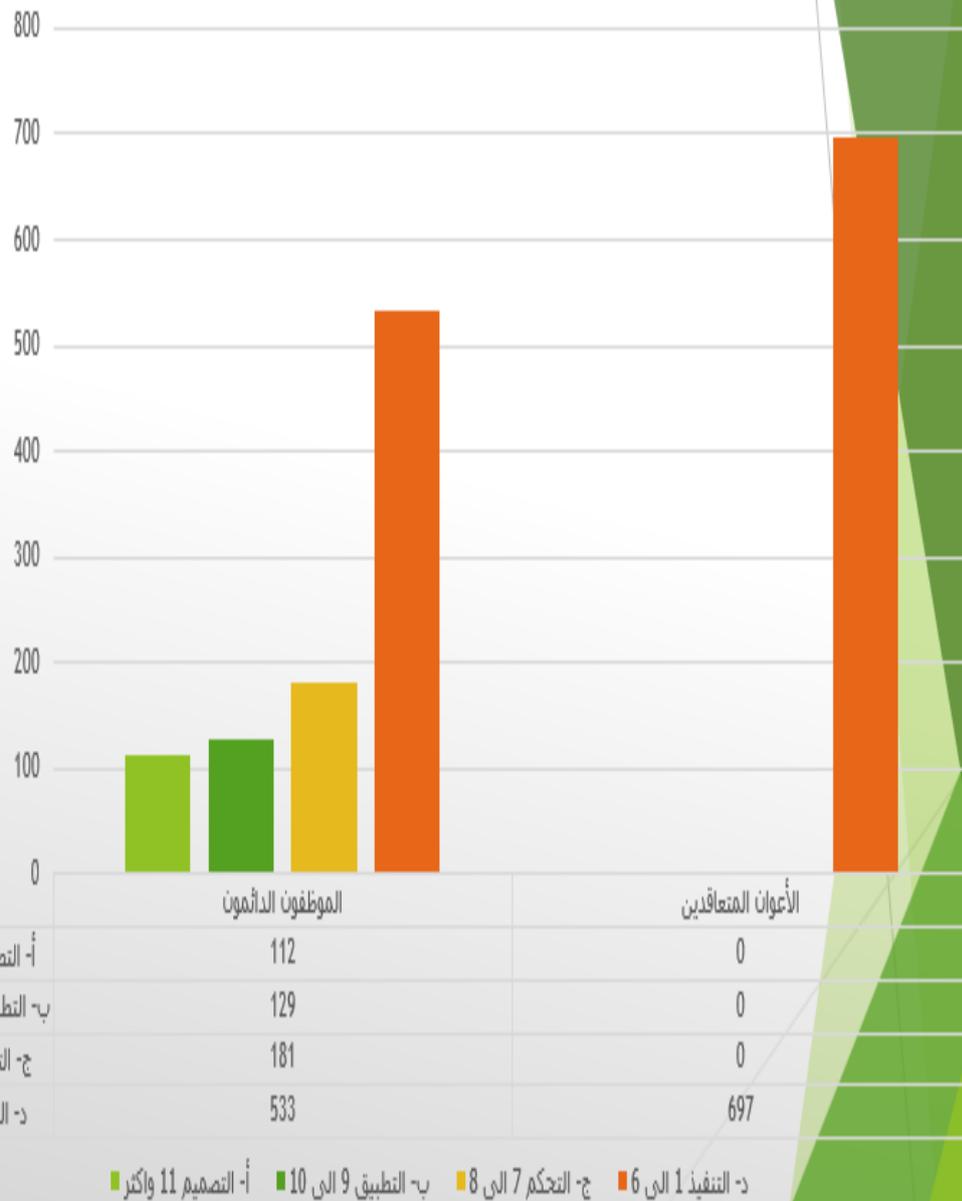
Annexe 05 :

تطور تعدادات عمال بلدية بجاية من سنة 2013 الى غاية 2023



Annexe 06 :

توزيع الموظفين و الأعوان العموميين قيد الخدمة الفعلية بحسب مستويات التأهيل



توزيع الموظفين و الأعوان العموميين قيد الخدمة الفعلية بحسب الطبيعة القانونية لعلاقة العمل

■ الموظفون الدائمون ■ الأعوان المتعاقدون

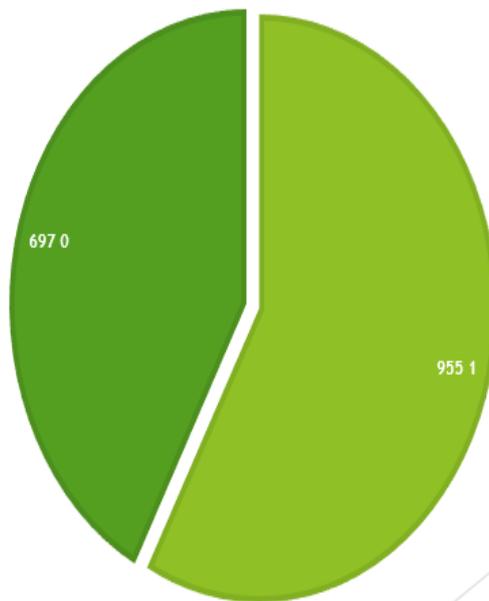


Table des matières

Dédicace.....	3
Liste d’abréviation :	5
Liste des figures :	6
Liste des tableaux :.....	7
SOMMAIRE :	8
Chapitre I : Cadre méthodologique de la recherche	13
Chapitre 01 : l’analyse conceptuelle	14
1. La problématique :	14
2. Objectifs de la recherche :.....	16
4. les définitions des concepts :.....	17
4.1. La gouvernance locale.....	17
Gouvernance locale :.....	17
4.2. La communication :.....	18
4.3 La participation citoyenne :.....	19
5. Les études antérieures :	19
Etude N° 01 :.....	19
Etude N° 02 :.....	21
Etude N° 03 :.....	22
6. Les raisons et les objectifs du choix de thème :	23
6.1 Le choix du thème :.....	23
6.2 L’objectif de la recherche :.....	24
7. La méthode de choix de thème :.....	24
Chapitre02 : Démarche méthodologique.....	25
2. Outils de l’étude :	25
AXE N°1 : Les données personnelles :	26

AXE N°2 : les questions directes	27
3. L'échantillon de l'étude :	27
3.1 La population d'étude.....	27
3.2 L'échantillon de recherche :	27
4. Difficultés rencontrées :	28
Introduction du chapitre :	30
Section 1 : Gouvernance locale et son rôle	30
1.1. Historique de la gouvernance :	30
1.2. Définitions de la gouvernance :	32
2. le rôle des acteurs locaux :	33
2.1. Les acteurs institutionnels :	33
a. Les acteurs non étatiques :	34
b. Les acteurs économiques :	34
Section 2 : les cinq dimensions de la gouvernance locale.....	34
1. Présentation du schéma :	34
2. définition Les cinq dimensions de la gouvernance locale :	34
2.1. Une dimension stratégique se focalisant sur le projet et le sens commun :	34
2.2. Une dimension structurelle intégrant les organisations politiques et administratives :	35
2.3. Une dimension décisionnelle centrée sur les acteurs et leurs rôles décisionnels :	36
2.4. Une dimension relationnelle appréhendant les différentes relations de l'EPCI : ..	37
2.5. Une dimension informationnelle intégrant les communications internes et externes locale	37
3. Le processus décisionnel :	38
4.1 Pour bien réussir le processus décisionnel :	38
Chapitre 02 : le rôle de la communication	39
Introduction :	39
Section 1 : définition de la communication et son rôle :	39

1. Définition général de la communication :.....	39
2. le rôle de la communication dans la gouvernance locale :.....	40
3. les canaux de la communication : (écrite, oral, numérique) :.....	40
3.1. Orale :.....	40
A. Les réunions :.....	41
B. Les entretiens :.....	41
C. Les rencontres interservices :.....	41
3.2. Ecrits : - Les moyens écrits :.....	41
A. Panneau d’affichage :.....	41
B. La lettre personnelle :.....	41
C. Le journal d’entreprise :.....	42
D. La documentation :.....	42
3.3. Numérique : Les moyens électroniques :.....	42
A. L’internet :.....	42
B. L’intranet :.....	42
C. Le message électronique :.....	42
D. La vidéo transmission :.....	43
E. La vision conférence :.....	43
Section 2 : la participation des citoyens :.....	43
1. L’échange de l’information :.....	43
1.1. Définition :.....	43
2. participation des citoyens :.....	44
2.1. La définition :.....	44
2.2. Importance de la participation citoyenne :.....	44
2.3. Avantages de la participation :.....	45
Conclusion du chapitre :.....	47
Chapitre III : cadre pratique	48

Chapitre 01 : Présentation des données.....	49
Introduction :.....	49
Section01 : Présentation de l'organisme d'accueil :	49
1. définition La Commune de BEJAIA:.....	50
2. Historique de la commune de BEJAIA:.....	50
3. Situation géographique :.....	51
3.1. Commune (la ville) de Bejaia :.....	51
3.2. Chef-lieu de l'APC :.....	51
3. Organisation administrative des services :	51
5. Mission des différents services :	52
5.1. Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de BEJAIA :.....	52
5.2. Secrétariat Générale :	54
5.3. Bureau des Finances du Personnel et des moyens Généraux :.....	55
5.3.1 Section de Personnel :	55
5.3.2 Section des Finances et de la Comptabilité :.....	55
5.3.3 Section Moyens Généraux et Magasin :.....	55
5.4 Service Technique :.....	55
5.4.1 Bureau D'étude et d'urbanisme et de l'équipement :.....	55
5.4.2 Bureau d'entretien :.....	56
6. Le rôle de l'APC de Bejaia:	56
Section 2 : Section 02 : Etapes de réalisation de l'enquête (pré-enquête, période de l'enquête définitive) :	57
1. La pré-enquête :.....	57
1.1 Le déroulement de l'enquête :.....	57
Chapitre 02: Présentation des résultats :.....	58
Section 01 : Analyse et interprétation des données :.....	58
ANNEXE01/ Les caractéristiques personnelles des enquêtés :	58

Tableau N° 01 : La répartition des enquêtes selon sexe.....	58
Tableau N°02 : La répartition des enquêtés selon catégories d'âge :.....	58
Tableau N°03: La répartition des enquêtés selon expérience professionnelle : ...	59
ANNEXE02/ Présentation et analyse des données collectées sur le terrain :	60
1. Nombre de citoyen dans votre APC.....	60
2. Quelle sont les canaux de communication que vous utilisez.....	60
3. Quels sont les principaux défis auxquels notre commune/collectivité est confronté actuellement :	61
4. Comment vous considérer la relation et la communication qu'il Ya entre les élus et les citoyens :	61
5. Comment évaluez- vous la collaboration et la communication entre les différents élus de la collectivité	61
Section 02 : réponses aux questions :.....	62
AXE N°1 : Les données personnelles :	73
AXE N°2 : les questions directes	73
Résumé	Error! Bookmark not defined.

Résumé

Le mémoire intitulé "L'importance de la communication et de la participation des citoyens dans la gouvernance locale : Cas pratique de la cellule de communication de la commune de BEJAIA" analyse comment la communication peut améliorer la participation citoyenne. La première partie méthodologique présente la problématique, les objectifs de la recherche et les outils utilisés. La partie théorique explore la gouvernance locale et l'importance de la communication, décrivant les obstacles, les canaux de communication et l'implication des citoyens dans le processus décisionnel. La partie pratique, basée sur des données recueillies à BEJAIA, examine l'efficacité de la communication locale et son impact sur la participation et la consultation citoyenne. La conclusion souligne que la communication efficace est essentielle pour une gouvernance transparente et inclusive, renforçant l'engagement communautaire et la confiance des citoyens. **Mots-clés** : communication, participation citoyenne, gouvernance locale, transparence, commune de Béjaïa.

Abstract

The thesis titled "The Importance of Communication and Citizen Participation in Local Governance: Practical Case of the Communication Cell of the Municipality of BEJAIA" analyzes how communication can enhance citizen participation. The methodological section presents the research problem, objectives, and tools used. The theoretical part explores local governance and the importance of communication, describing obstacles, communication channels, and citizen involvement in the decision-making process. The practical part, based on data collected in BEJAIA, examines the effectiveness of local communication and its impact on participation and citizen consultation. The conclusion highlights that effective communication is essential for transparent and inclusive governance, strengthening community engagement and citizen trust. **Keywords**: communication, citizen participation, local governance, transparency, municipality of Béjaïa.

ملخص

تناقش الأطروحة التي تحمل عنوان "أهمية التواصل ومشاركة المواطنين في الحوكمة المحلية: دراسة حالة عملية لخلية الاتصال لبلدية بجاية" كيف يمكن للتواصل أن يعزز مشاركة المواطنين. يعرض القسم المنهجي المشكلة البحثية والأهداف والأدوات المستخدمة. تستكشف الجزء النظري الحوكمة المحلية وأهمية التواصل، موضحة العقبات وقنوات التواصل ومشاركة المواطنين في عملية اتخاذ القرار. يستند الجزء العملي إلى بيانات تم جمعها في بجاية، ويفحص فعالية التواصل المحلي وتأثيره على المشاركة والمشاورات مع المواطنين. يبرز الاستنتاج أن التواصل الفعال أساسي لحوكمة شفافة وشاملة، مما يعزز المشاركة المجتمعية وثقة المواطنين. الكلمات المفتاحية: التواصل، مشاركة المواطنين، الحوكمة المحلية، الشفافية، بلدية بجاية.